

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 795

17 avril 2010

SOMMAIRE

A & A Company S.A.	38130	Le Varesine S.à r.l.	38133
Bagi Holding S.A.	38117	Lusalux S.A.	38116
Bulaxie Participations S.A.	38129	Luxempart	38126
CCR Funds	38118	Lux-Euro-Stocks	38124
Chronos S.A.	38120	Luxicon S.à r.l.	38155
Citadel Value Advisory SA	38127	Mathur	38129
C.M. International S.A.	38125	Michelangelo	38120
Compagnie Européenne pour le Dévelop- pement d'Entreprises Commerciales S.A.	38120	Montaigne Investissement S.A.	38125
Covam Holding S.A.	38114	Neutral Holding S.A.	38116
D'co S.à r.l.	38160	New Star International Property (Luxem- bourg One) S.à r.l.	38160
Eremis Holding S.A.	38117	Nikko Skill Investments Trust (Lux)	38136
Estate Union Development S.A.	38114	Niramore International S.A.	38119
Euromobiliare International Fund	38125	Onformonics	38130
Europa Real Estate II US S.à r.l.	38160	Orco Property Group	38120
Europressing S.A.	38130	Orion Immobilien Christine S.à r.l.	38156
Farki Invest S.A.	38128	Paritex Holding SPF S.A.	38124
Financière du Glacis S.A.	38118	penola investo capital SIF FCP	38136
Financière Hamptons S.A.	38119	Prospect Holding S.A.	38132
Finland S.A.	38117	Société Civile OGM Etoile	38160
Fortis L FoF	38115	Société Financière Saka Holding S.A.	38128
FP Lux Investments S.A. Sicav-SIF	38136	Society Objects S.A.	38160
G&P Invest Sicav	38127	Synerfin	38128
Holdina S.A.	38116	Timmers-Bernabé	38159
Hypercenter Investment S.A.	38159	Utopia S.A.	38115
Immobilière de Roost S.A.	38159	Vialdo S.A., SPF	38132
IMY S.A., SPF	38118	VIP Lux S.à r.l.	38159
Kenzan International S.A.	38129	Voba Fund	38133
Lecorsier Finance S.A.	38114	Yaletipart S.A.	38119
		Yam	38159

Covam Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 64.602.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 5 mai 2010 à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010035052/696/18.

Estate Union Development S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.762.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2010 à 15.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036649/10/18.

Lecorsier Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 112.760.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2010 à 14.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036650/10/18.

Utopia S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 5.254.090,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 45, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 29.756.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu jeudi, le 6 mai 2010 à 10 heures au siège social de la société, 45, avenue J.F. Kennedy, à Luxembourg-Kirchberg, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport de gestion consolidé de l'exercice 2009
2. Lecture des rapports du réviseur d'entreprises
3. Approbation des comptes sociaux et consolidés de l'exercice 2009
4. Affectation du résultat
5. Décharge aux administrateurs
6. Désignation du réviseur d'entreprises
7. Nominations statutaires
8. Prolongation de l'autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions
9. Abolition de la charte existante de Gouvernance d'Entreprise
10. Divers

Les actionnaires qui désirent assister à cette assemblée doivent, conformément à l'article 17 des statuts, déposer leurs titres pour jeudi, le 29 avril 2010 au plus tard, auprès de la Dexia Banque Internationale à Luxembourg.

Les actionnaires peuvent se faire représenter dans les conditions déterminées par l'article 17 des statuts; les procurations doivent être déposées auprès du siège social pour jeudi, le 29 avril 2010 au plus tard.

Pour le Conseil d'Administration

Nico SIMON / Alain Huberty

Administrateur-Délégué / Président

Référence de publication: 2010038600/6257/29.

Fortis L FoF, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46B, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 63.266.

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

se tiendra le mercredi 28 avril 2010 à 14:00 heures, dans les locaux de FORTIS INVESTMENT MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., sis 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et approbation du rapport de conseil d'administration et du rapport du réviseur d'entreprises;
2. Approbation des comptes pour l'exercice clôturé au 31 décembre 2009 et de l'affectation des résultats de l'exercice;
3. Décharge aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat;
4. Nominations statutaires;
5. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont priés de déposer leurs actions, cinq jours francs au moins avant la réunion, aux guichets des agents chargés du service financier, tels que mentionnés dans le prospectus.

Les propriétaires d'actions nominatives désirant assister ou être représentés à l'Assemblée sont admis sur justification de leur identité, à condition d'avoir cinq jours francs au moins avant la réunion, fait connaître leur intention de prendre part à l'Assemblée.

L'Assemblée délibérera valablement quel que soit le nombre d'actions présentes ou représentées et les décisions seront prises à la majorité simple des actions présentes ou représentées. Toute action, quelle que soit sa valeur unitaire, donne droit à une voix.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010036718/755/25.

Holdina S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 3.971.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 8 mai 2010 à 11.30 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. vote spécial conformément à l'article 100 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. nomination des Administrateurs et Commissaire aux Comptes;
7. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010039052/10/19.

Lusalux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 54.832.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 11 mai 2010 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010038601/10/18.

Neutral Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 49.151.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à :

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social de la société en date du 05 mai 2010 à 14.00 heures avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation et acceptation des résolutions du Conseil d'Administration.
2. Présentation et acceptation du rapport du Commissaire aux Comptes.
3. Présentation et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009.
4. Affectation du résultat.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
6. Elections statutaires.
7. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010039642/18.

Eremis Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 4.664.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *6 mai 2010* à 10:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040791/795/16.

Finland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 85.097.

Les actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi *6 mai 2010* à 10.00 heures à L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats au 31 décembre 2009.
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
5. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010040802/29/17.

Bagi Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 75.832.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *6 mai 2010* à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un Administrateur et nomination de son remplaçant
5. Décharge spéciale à l'Administrateur démissionnaire pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission
6. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août sur les sociétés commerciales
7. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040809/795/19.

IMY S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 143.786.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 7 mai 2010 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur
5. Décharge spéciale à un administrateur démissionnaire
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040798/795/17.

Financière du Glacis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 55.415.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 mai 2010 à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040793/795/15.

CCR Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 117.582.

Lors de l'assemblée générale ordinaire (" l'Assemblée ") qui s'est tenue le 26 mars 2010 au siège social de CCR Funds (la " Société "), étant donné qu'aucune action n'a été présentée ou représentée sur le nombre d'actions en circulation de la Société, la Présidente de l'Assemblée a décidé de surseoir aux décisions de l'ordre du jour et de convoquer une nouvelle assemblée générale ordinaire reprenant ces mêmes points.

Dès lors, nous vous prions de bien vouloir assister à la nouvelle

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

des actionnaires de la Société qui se tiendra au siège social de la Société, le jeudi 6 mai 2010 à 11.00 heures en vue d'examiner les points d'agenda suivants:

Ordre du jour:

1. Rapports du conseil d'administration et du réviseur d'entreprises de la Société pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.
2. Approbation des comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.
3. Affectation des résultats.
4. Quitus aux administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat jusqu'au 31 décembre 2009.
5. Composition du conseil d'administration.
6. Election ou réélection du réviseur d'entreprises pour un terme d'un an.
7. Divers.

Les résolutions soumises à l'Assemblée ne requièrent aucun quorum. Elles seront adoptées à la majorité simple des actions présentes ou représentées à l'Assemblée.

Pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à cette Assemblée, les propriétaires d'actions au porteur doivent avoir déposé leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets de BNP Paribas Luxembourg, 10A, boulevard Royal, L- 2093 Luxembourg, où des formulaires de procuration sont disponibles.

Pour le conseil d'administration.

Référence de publication: 2010040803/755/29.

Financière Hamptons S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 94.750.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *6 mai 2010* à 17:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040795/795/15.

Yaletipart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 98.633.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le *7 mai 2010* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040801/795/15.

Niramore International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 44.463.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *6 mai 2010* à 9.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Ratification de la cooptation d'un administrateur
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040799/795/16.

Chronos S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 25.531.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 6 mai 2010 à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations Statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010040815/795/16.

CEDEC S.A., Compagnie Européenne pour le Développement d'Entreprises Commerciales S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.
R.C.S. Luxembourg B 36.412.

Messieurs les Actionnaires sont convoqués à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 28 avril 2010 à 11.00 heures au siège social de la société avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du réviseur sur l'exercice clos au 31 décembre 2009 et rapport de révision sur les comptes consolidés de l'exercice 2009.
2. Approbation des comptes annuels et comptes annuels consolidés au 31 décembre 2009 et affectation du résultat.
3. Quitus aux Administrateurs et au Réviseur.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010035431/279/17.

Michelangelo, Fonds Commun de Placement - Fonds d'Investissement Spécialisé.

WKN: A0M61K.

Die Verwaltung des Luxemburger Investmentfonds Michelangelo (WKN: A0M61K)

hat am 31. März 2010 beschlossen, den Fonds zum 31. März 2010 aufzulösen und zu liquidieren.

Luxemburg, im April 2010.

Oppenheim Asset Management Services S.à r.l.
4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg

Référence de publication: 2010040806/1999/9.

Orco Property Group, Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 40, Parc d'Activités Capellen.
R.C.S. Luxembourg B 44.996.

You are invited to attend the general meeting of the shareholders of the Company (hereinafter the "General Meeting") to be held at Paul Eischen Restaurant, 69, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, on 26 April 2010 at 4:00 p.m., to discuss and to vote on the agenda (the "Agenda") indicated below.

PRELIMINARY INFORMATION

A. Request made to the board of directors of the Company (the "Board of Directors") by a group of shareholders acting in concert and holding more than 10% of the share capital of the Company to convene a shareholders' meeting

The General Meeting is hereby convened by the Board of Directors upon request of a group of shareholders acting in concert and holding more than 10% of the share capital of the Company pursuant to the provisions of article 70 of the

Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended and of article 20 of the articles of association of the Company. Items 5, 9 to 28 and 43 of the Agenda are presented to the shareholders further to that request. No vote is required in relation to items 1 and 5 of the Agenda.

B. Presentation and approval of the consolidated and annual accounts for the financial year ending on 31 December 2009 and related matters

At the initiative of the Board of Directors of the Company, items 1 to 4, 6 to 8 and 29 to 42 of the Agenda are presented to the shareholders. Such items refer inter alia to the presentation of the reports of the Board of Directors and of the auditors (Réviseurs d'Entreprises), and to the submission to the vote of the shareholders' meeting on the approval of the consolidated accounts and annual accounts for the financial year ending on 31 December 2009, the allocation of the results and the discharge to be granted to the members of the Board of Directors and to the auditors for the financial year ending on 31 December 2009, as well as the renewal of mandates. The Board of Directors specifically draws the attention of the shareholders to the fact that, given the request described above, the approval of the consolidated and annual accounts for the financial year ending on 31 December 2009 and the matters in relation therewith are submitted to the

GENERAL MEETING

to be held on 26 April 2010 at 4 p.m. A separate shareholders' meeting will be convened on the date and time set forth in article 20 of the articles of association of the Company.

The Agenda of the General Meeting is the following:

Agenda:

1. Presentation of the reports of the Board of Directors and of the auditors (réviseurs d'Entreprises);
2. Presentation and approval of the consolidated accounts and annual accounts for the financial year ending on 31 December 2009;
3. Allocation of the results;
4. Discharge to be granted to the members of the Board of Directors and to the auditors for the year ending on 31 December 2009;
5. Information required by three shareholders of the Company, namely Millenius Investments S.A., Clannathone Stern S.A. and Bugle Investments Ltd. (the "Shareholders acting in Concert"):
 - 5.1 Report relating to the current legal and financial situation of the Company and concerning the current state of the treasury as at 31 March 2010, drawn up by the board of directors and the auditors (réviseurs d'entreprises) of the Company, dealing more particularly with the contemplated debt restructuring project of the Company;
 - 5.2 Report about the sauvegarde procedure undertaken by the Company in France with the Tribunal de Commerce de Paris, and explanation of the well founded of such procedure and explanations regarding the decision taken by the board of directors to transfer the center of main interests of the Company to Paris without prior approval of the shareholders of the Company;
 - 5.3 Explanations concerning the well founded of the proposition made to the holders of Warrants 2014 regarding the amendment to the parity of exchange and the proposition to exercise the Warrants 2014 namely by the transfer of Orco Germany S.A. bonds despite the fact that those propositions are made without prior approval of the shareholders and that such measures could have a dilutive effect vis-à-vis the shareholders;
6. Ratification by the shareholders, to the extent necessary, of the acts undertaken by the Board of Directors of the Company in relation to the matters described in the above mentioned item 5 of the agenda;
7. Approval of an authorization granted to the Company to acquire its own shares and approval of the terms and conditions which set such authorization;
8. [resolution which differs from the one proposed by the Shareholders acting in Concert, see information below¹] Acknowledgment of the resignation dated 2 March 2010 of Central European Real Estate Management S.A. IN LIQUIDATION, a Luxembourg limited liability company (société anonyme), having its registered office at 40, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B101.753, represented by Mr Jean-François OTT, residing at 25, rue Balzac, F-75406 Paris ("CEREM");
9. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of OTT&CO S.A., a Luxembourg limited liability company (société anonyme), having its registered office at 38, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B46.918, represented by Mr Jean-François OTT, residing at 25, rue Balzac, F-75403 Paris, acting as director of the Company ("OTT&CO");
10. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of SPMB a.s., a Czech company, having its registered office at 1142/20, Ripska, CZ-62700 Brno, registered with the Ministerstvo spravedlnosti České republiky under number IC 46347178, represented by par Mrs Eva JANECKOVA, residing at 1558/7, Podesíl, Studentaská, CZ-736 01 Havírov, acting as director of the Company ("SPMB");
11. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of PROSPERITA INVESTICNI SPOLECNOST a.s., a Czech company, having its registered office at 751, U Centrumu, CZ-73514, Orlova Lutyne, registered with the Ministerstvo spravedlnosti České republiky under number IC 26857791, represented by Mr

- Miroslav KURKA, residing at 956/11, Lhotka, Mírotcká, CZ-140 00 Praha 4, acting as director of the Company ("PROSPERITA");
12. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of GEOFIN a.s., a Czech company, having its registered office at 2984/23, Velka-Trimex office centrum, CZ-70200 Moravská - Ostrava, registered with the Ministerstvo spravedlnosti České republiky under number IC 25342533, represented by Mr Daniel BARC, residing at 2984/23, Velka - Trimex office centrum, CZ-70200 Moravská - Ostrava, acting as director of the Company ("GEOFIN");
 13. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Jean-François OTT, residing at 25, rue Balzac, F-75403 Paris, acting as director of the Company ("Mr Jean-François OTT");
 14. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Ales VOBRUBA, residing at 2845/43, Premyslovska, CZ-13000 Prague, acting as director of the Company ("Mr Ales VOBRUBA");
 15. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Silvano PEDRETTI, residing at 8a, Nad Petruskou, CZ-12000 Prague, acting as director of the Company ("Mr Silvano PEDRETTI");
 16. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Bernard Kleiner, residing at 36, rue du Président Wilson, F-92300 Levallois Perret, acting as director of the Company ("Mr Bernard Kleiner");
 17. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Nicolas TOMMASINI, residing at 25, rue Balzac, F-75403 Paris, acting as director of the Company ("Mr Nicolas TOMMASINI");
 18. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Alexis JUAN, residing at 201, rue de Grenelle, F-75007 Paris, acting as director of the Company ("Mr Alexis JUAN");
 19. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Robert COUCKE, residing at 64, rue de Billancourt, F-92100 Boulogne-Billancourt, acting as director of the Company ("Mr Robert COUCKE");
 20. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Dismissal, with no delay, of Mr Guy WALLIER residing at 192, avenue Victor Hugo, F-75116 Paris, acting as director of the Company ("Mr Guy WALLIER");
 21. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Patrick AUBART, accountant, born on 24 February 1951 in Neuilly-Sur-Seine (France), residing at 4 Square Henri Bataille, F-75016 Paris (France), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 22. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mrs Anne-Marie de CHALAMBERT, company director, born on 7 June 1943 in Neuilly-sur-Seine (France), residing at 101 avenue Henri Martin, F-75016 Paris (France), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 23. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Jean COEROLI, company director, born on 3 January 1951 in Ajaccio (France), residing at 2 avenue Vion Whitcomb F-75016 Paris (France), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 24. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Jean-Pierre MATTEI, consultant, born on 10 April 1950 in Paris (France), residing at 34 avenue Montaigne, F-75008 Paris (France), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 25. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Jean VAN DEN ESCH, company director, born on 26 August 1948 in Paris (France), residing at 49, rue Guy Le Rouge, F-78730 Rochefort-en-Yvelines (France), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 26. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Mario BRERO, company director, born on 29 March 1946 in Lausanne (Suisse), residing at 36, rue de Montchoisy, CH-1207, Genève (Suisse), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 27. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Emil FERENCZY, company director, born on 30 April 1960 in Budapest (Hongary), residing at 11A, Chemin des Tattes, CH-1222 Vesenz, Genève (Suisse), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 28. [resolution proposed by the Shareholders acting in Concert] Decision to appoint, with no delay, Mr Michael CHIDIAC, company director, born on 29 June 1966, at Beirut (Lebanon), residing at 22, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg (Luxembourg), as new director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 29. Renewal of the mandate of OTT&CO as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
 30. Renewal of the mandate of Mr Jean-François OTT, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;

31. Renewal of the mandate of Mr Ales VOBRUBA, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
32. Renewal of the mandate of Mr Silvano PEDRETTI, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
33. Renewal of the mandate of Mr Bernard Kleiner, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
34. Renewal of the mandate of Mr Nicolas TOMMASINI, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
35. Renewal of the mandate of Mr Alexis JUAN, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
36. Renewal of the mandate of Mr Robert COUCKE, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
37. Renewal of the mandate of Mr Guy WALLIER as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
38. Renewal of the mandate of SPMB, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
39. Renewal of the mandate of PROSPERITA, as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
40. Renewal of the mandate of GEOFIN as director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
41. Authorization granted, in accordance with Article 13 of the articles of association of the Company, to the Board of Directors to delegate all or part of its powers regarding the daily management of the Company to Mr Jean-François OTT to be appointed as managing director of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012;
42. Ratification of the mandate of PriceWaterHouseCoopers, having its registered office at 400 route d'Esch, L-1471 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65477 and HRT Revisions S.A., having its registered office at 23 Val Fleuri, L-1516 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 51238 as auditors (réviseurs d'entreprises) of the Company for the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2009 and renewal of their mandate as auditors (réviseurs d'entreprises) of the Company until the ordinary general meeting concerning the approval of the annual accounts of the Company relating to the accounting year ending 31 December 2012; and
43. Miscellaneous.

ATTENDANCE TO THE GENERAL MEETING

Shareholders wishing to attend the General Meeting shall notify their intent at the latest by noon (12:00 noon) on 22 April 2010, by sending an Attendance and Proxy form together with the relevant blocking certificate to:

CACEIS CORPORATE TRUST,

14 rue Rouget de Lisle,

F- 92189 Issy les Moulineaux

Tel: + 33 1 57 78 32 32;

Fax: + 33 1 49 08 05 82 or + 33 1 49 08 05 83;

email: ct-assemblies@caceis.com

Attendance and Proxy form: the form is available on the Company's website at www.orcogroup.com and is to be duly completed and signed by shareholders wishing to attend or to be represented at the General Meeting. The Czech version of the Attendance and Proxy form is only for informational purposes and the shareholders are required to deliver always the English version.

Blocking certificate: This document (to be sent with the Attendance and Proxy form by noon on 22 April 2010) must indicate the shareholder's name, the number of shares being blocked, the date as from which such shares are blocked and the confirmation that such shares are blocked until the close of the General Meeting. The Blocking Certificate shall be issued by the bank, the professional securities' depositary or the financial institution where the shares are on deposit.

For further information, visit our website: www.orcogroup.com and, in particular, the "Shareholders Corner".

If you need further assistance, please contact Anna Albelo: Orco Property Group, 25, rue Balzac, 75008 Paris, Tel: + 33 1 40 67 67 05; Fax: + 33 1 40 67 67 01; email: aalbelo@orcogroup.com

¹ Please note that the Shareholders acting in Concert had requested the dismissal, with no delay, of the current directors of the Company, including CEREM and this point of the agenda has been amended to take into account the resignation of CEREM as director of the Company dated 2 March 2010.

Luxembourg, on 7 April 2010,

The Board of Directors of the Company.

Référence de publication: 2010036647/1273/199.

Lux-Euro-Stocks, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 1, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 64.058.

Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui sera tenue dans les locaux de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg à Luxembourg, 1, rue Zithe, le mercredi 28 avril 2010 à 11.00 heures et qui aura l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Recevoir le rapport du Conseil d'Administration et le rapport du Réviseur d'Entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 2009.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2009; affectation des résultats.
3. Donner quitus aux Administrateurs.
4. Nominations statutaires.
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises.
6. Divers.

Les propriétaires d'actions au porteur désirant être présents ou représentés moyennant procuration à l'Assemblée Générale devront en aviser la Société et déposer leurs actions au moins cinq jours francs avant l'Assemblée aux guichets d'un des agents payeurs ci-après:

Pour le Luxembourg:

Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg

Banque Raiffeisen S.C.

Pour l'Allemagne:

Deutsche Bank AG, Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt am Main

Les propriétaires d'actions nominatives inscrits au registre des actionnaires en nom à la date de l'Assemblée sont autorisés à voter ou à donner procuration en vue du vote. S'ils désirent être présents à l'Assemblée Générale, ils doivent en informer la Société au moins cinq jours francs avant.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent aucun quorum spécial et seront adoptées si elles sont votées à la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010036314/755/32.

Paritex Holding SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 109.359.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 27 avril 2010 à 17:30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036691/795/15.

C.M. International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 41.453.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2010 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Ratification de la cooptation d'un administrateur
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
5. Nominations Statutaires
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036687/795/17.

Montagne Investissement S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 16, boulevard Emmanuel Servais.
R.C.S. Luxembourg B 89.783.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 29 avril 2010 à 10.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux Comptes portant sur l'exercice se clôturant au 31 décembre 2009;
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2009;
3. affectation des résultats au 31 décembre 2009;
4. vote spécial conformément à l'article 100, de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales;
5. décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes;
6. divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010025065/10/18.

EUROFUNDLUX, Euromobiliare International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 10-12, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 82.461.

Les actionnaires sont convoqués à une

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 26 avril 2010 à 11.00 heures au siège social de la société sous rubrique avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Compte rendu d'activité du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur d'Entreprises sur l'exercice social clôturé au 31 décembre 2009
2. Approbation des Etats Financiers au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs pour l'accomplissement de leur mandat
4. Rémunération des Administrateurs pour l'exercice 2010
5. Nomination du Réviseur d'Entreprises pour un terme d'un an
6. Divers

Aucun quorum n'est requis pour que l'assemblée puisse délibérer valablement.

Les résolutions sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.

Chaque action, quels que soient le compartiment et la classe ou sous-classe auxquels elle se rapporte et quelle que soit sa valeur nette d'inventaire dans son compartiment et sa classe ou sous-classe, donne droit à une voix.

Pour pouvoir assister ou être représenté à l'Assemblée Générale Ordinaire, le propriétaire d'actions au porteur sera tenu de déposer son récépissé de souscription ou tout autre document probant aux guichets de l'une des agences mentionnées ci-dessous, accompagné éventuellement d'une procuration cinq (5) jours francs avant la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire.

Sont admis à assister ou être représentés à l'Assemblée Générale Ordinaire tous les actionnaires nominatifs inscrits dans le registre des actionnaires (5) cinq jours francs avant la tenue de ladite Assemblée. Les propriétaires d'actions nominatives devront aviser le Conseil d'Administration de la Société par écrit cinq (5) jours francs avant l'Assemblée de leur intention d'y participer, soit personnellement, soit par procuration, laquelle devra être déposée cinq (5) jours francs avant l'Assemblée à l'un des guichets mentionnés ci-dessous.

Au Grand-Duché de Luxembourg: Credem International (Lux) S.A., 10/12, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg

En Italie: Credito Emiliano S.p.A., Via Emilia S. Pietro, 4, I-42100 Reggio Emilia

Tout actionnaire a par ailleurs la possibilité de voter par procuration en désignant un représentant de l'Agent Domi-ciliaire, c'est-à-dire Credem International (Lux) S.A., comme mandataire. Des formulaires de procuration sont disponibles sur simple demande au Siège Social de la Société; la procuration doit être communiquée au mandataire endéans le délai indiqué ci-dessus, moyennant câble, télégramme, télex, téléfax ou tout moyen similaire, soit directement à Credem International (Lux) S.A., soit par l'intermédiaire de Credito Emiliano S.p.A.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036677/1913/38.

Luxempart, Société Anonyme.

Siège social: L-3372 Leudelange, 12, rue Léon Laval.

R.C.S. Luxembourg B 27.846.

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société LUXEMPART S.A. sont invités à participer aux Assemblées générales suivantes qui se tiendront consécutivement le lundi, le 26 avril 2010 à partir 10.45 heures au siège social à Leudelange, 12, rue Léon Laval:

I- ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Qui se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Division du nombre de titres par 10 (split 1/10) pour porter le nombre d'actions émises de deux millions trois cent quatre-vingt-treize mille sept cent quatre-vingt-treize (2.393.793) à vingt-trois millions neuf cent trente-sept mille neuf cent trente (23.937.930).
2. Modification de l'article 5 des statuts relatif au capital souscrit.
3. Divers.

II- ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Qui se tiendra à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des «Rapport de gestion social» et «Rapport de gestion consolidé» de l'exercice 2009
2. Présentation des rapports du Réviseur d'entreprises
3. Approbation des comptes sociaux et des comptes consolidés de l'exercice 2009
4. Affectation du résultat
5. Nominations statutaires
6. Décharge à donner aux administrateurs
7. Indemnités des administrateurs
8. Prolongation de l'autorisation pour la société d'acquérir ses propres actions
9. Dotation à la réserve d'actions propres pour couvrir les engagements en matière de Stock Option Plan
10. Divers

Le texte des résolutions qui seront soumises au vote de l'Assemblée générale ordinaire et de l'Assemblée générale extraordinaire peut être consulté sur le site www.luxempart.lu (sous le chapitre «gouvernance», rubrique «Assemblées générales») ou être obtenu sur demande au secrétariat de Luxempart S.A. (tél. +352 437 425 101).

Le capital social souscrit et entièrement libéré de LUXEMPART S.A. s'élève à € 59.844.825,00. Il est représenté par 2.393.793 actions sans désignation de valeur nominale. Chaque action donne droit à une voix. LUXEMPART S.A. détient 90.947 actions propres, dont le droit de vote est suspendu par application de l'article 49-5 de la loi sur les sociétés commerciales. De ce fait, le nombre total des droits de vote s'élève à 2.302.846.

L'Assemblée générale ordinaire délibérera valablement quelle que soit la portion du capital social représentée. Les décisions sont prises à la majorité simple des voix exprimées lors de l'Assemblée.

L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital social est représentée (quorum) et les résolutions devront réunir les deux tiers des voix exprimées. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle assemblée générale extraordinaire des actionnaires peut être convoquée, celle-ci décidant valablement sans quorum minimum nécessaire mais en réunissant au moins les deux tiers des voix exprimées.

Dans les deux assemblées, les décisions sont prises par vote à main levée et les voix exprimées ne comprennent pas celles attachées aux actions pour lesquelles l'actionnaire n'a pas pris part au vote ou s'est abstenu.

Chaque détenteur d'une action est autorisé à participer aux Assemblées, à condition de respecter les modalités de participation décrites ci-après.

Modalités de participation

Pour pouvoir participer personnellement aux Assemblées, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs titres pour lundi, le 19 avril 2010 au plus tard, auprès de la Dexia Banque Internationale à Luxembourg ou de la Banque et Caisse d'Épargne de l'État.

Les propriétaires d'actions nominatives recevront une convocation personnelle aux Assemblées comprenant l'ordre du jour et l'explication des formalités à suivre pour participer. Ils peuvent assister aux Assemblées à condition d'en avoir avisé la Société par écrit pour lundi, le 19 avril 2010 au plus tard.

Les actionnaires peuvent se faire représenter aux Assemblées par un autre actionnaire ayant lui-même le droit de vote. Dans ce cas, la procuration dûment remplie et signée doit être déposée au siège social pour mardi, le 20 avril 2010 au plus tard. Les formulaires de procuration sont disponibles sur le site internet www.luxempart.lu ou sur demande au secrétariat de Luxempart S.A. (tél. 437 435 101).

Pour le Conseil d'administration

Gaston SCHWERTZER

Président

Référence de publication: 2010036753/6583/61.

Citadel Value Advisory SA, Société Anonyme.

Siège social: L-7619 Larochette, 10-12, rue de Medernach.

R.C.S. Luxembourg B 85.953.

En date du 26 octobre 2009, l'Assemblée extra ordinaire a décidé l'unanimité suivante:

- Monsieur Duthie Darell, demeurant à Pays-Bas, 1217AS Hilversum, 2 Van Hengellaan comme commissaire à 2015
- Monsieur Flick Edwin Imre, demeurant à Pays-Bas, 1217AS Hilversum, 2 Van Hengellaan, comme commissaire à 2015

Larochette, le 10 novembre 2009.

Seen Albert / Gokke Raymonde / Rotteveel Joseph

Conseil d'administration

Référence de publication: 2009146609/13.

(090176839) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

G&P Invest Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Strassen, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 111.408.

Die Aktionäre der G&P Invest SICAV werden hiermit zu einer

AUSSERORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 27. April 2010, 15:00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Überarbeitung des Artikels 18 Nr. 4 der Satzung hinsichtlich der Auszahlung des Rücknahmepreises. Ein Entwurf der Satzung ist am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Punkte, die auf der Tagesordnung der Außerordentlichen Generalversammlung stehen, verlangen ein Anwesenheitsquorum von mindestens 50 Prozent des ausgegebenen Kapitals sowie eine Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien. Im Falle, in dem anlässlich der Außerordentlichen Generalversammlung das o. g. Quorum nicht erreicht wird, wird eine zweite Außerordentliche Generalversammlung an der gleichen Adresse gemäß den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts einberufen, um über den auf der o. g. Tagesordnung stehenden Punkt zu beschließen, wobei ein Anwesenheitsquorum nicht verlangt wird. Anlässlich dieser Versammlung ist kein Anwesenheitsquorum verlangt und die Beschlüsse werden mit einer Zwei-Drittel-Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen Aktien getroffen.

Um an dieser Generalversammlung teilnehmen zu können, müssen Aktionäre von in Wertpapierdepots gehaltenen Aktien ihre Aktien durch die jeweilige depotführende Stelle mindestens fünf Geschäftstage vor der Generalversammlung sperren lassen und dieses mittels einer Bestätigung der depotführenden Stelle (Sperrbescheinigung) am Tag der Versammlung nachweisen. Aktionäre oder deren Vertreter, die an der Außerordentlichen Generalversammlung teilnehmen möchten, werden gebeten, sich bis spätestens 22. April 2010 anzumelden.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der G&P Invest SICAV (DZ BANK International S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903-4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44903-4009 angefordert werden.

Luxemburg, im April 2010.

Der Verwaltungsrat .

Référence de publication: 2010036724/755/30.

Société Financière Saka Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 11.670.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *26 avril 2010* à 16:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Nominations statutaires
5. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036696/795/16.

Synerfin, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 41.574.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 28, 2010* at 4:00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results at December 31, 2009
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010036697/795/16.

Farki Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 78.260.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 27, 2010* at 5:00 p.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2009
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor

4. Action on a motion relating to the possible winding-up of the company as provided by Article 100 of the Luxembourg law on commercial companies of August 10, 1915
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010036688/795/17.

Mathur, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 46.760.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra à l'adresse du siège social, le 27 avril 2010 à 9.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels et des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes.
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036708/534/16.

Bulaxie Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 45.090.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 27 avril 2010 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010037813/1023/16.

Kenzan International S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 38.403.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra exceptionnellement le 27 avril 2010 à 15:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 octobre 2008 et 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036689/795/17.

A & A Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 106.037.

Messrs Shareholders are hereby convened to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

which will be held on *April 26th, 2010* at 10.00 a.m. at the registered office, with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the management report of the Board of Directors and the report of the Statutory Auditor
2. Approval of the annual accounts and allocation of the results as at December 31, 2009
3. Discharge of the Directors and Statutory Auditor
4. Statutory Appointments
5. Miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2010036749/795/16.

Europressing S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 49.315.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *26 avril 2010* à 09.30 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Décision sur la continuation de l'activité de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010037814/1023/17.

Onformonics, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 149.238.

STATUTS

L'an deux mil neuf, le seize octobre.

Par-devant Maître Martine DECKER, notaire de résidence à Hesperange.

A comparu:

- Onformonics Limited, une société de droit Irlandais avec siège social à Mount Carmel House, Firhouse Road, Dublin 24 (Irlande), enregistrée au Company Registration Office d'Irlande sous le numéro 455503, ici représenté par Monsieur Conor Mc GOVERAN, directeur de société, demeurant à Mount Carmel House, Firhouse Road, Dublin 24 (Irlande), en vertu d'un pouvoir lui délivré à Dublin, le 12 octobre 2009.

Lequel pouvoir, après avoir été signé «ne varietur» par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentant, restera annexé aux présentes pour être enregistré avec elles.

Laquelle comparante, telle que représentée, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer pour son compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite, et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Onformonics».

Art. 2. Le siège social de la société est établi à Esch-sur-Alzette.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision du ou des associés.

Art. 3. La durée de la société est illimitée.

Art. 4. La société a pour objet la création, le développement, l'édition et la gestion de produits et services internet, ludiques, graphiques, informatiques, visuels et sonores, d'univers de fiction et de loisir, la production et la commercialisation des produits et services internet.

De manière générale, elle peut faire toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières, mobilières ou financières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou susceptible d'en favoriser la réalisation.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR), divisé en un million deux cent cinquante mille (1.250.000) parts sociales d'un centime (0,01 EUR) chacune.

Toutes les parts ont été souscrites et intégralement libérées en espèces par l'associée unique Onformonics Limited, avec siège social à Mount Carmel House, Firhouse Road, Dublin 24 (Irlande), enregistrée au Company Registration Office d'Irlande sous le numéro 455503, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate.

La propriété des parts sociales résulte des présents statuts ou des actes de cession de parts régulièrement consentis, sans qu'il y ait lieu à délivrance d'aucun titre.

Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle au nombre des parts existantes de l'actif social ainsi que des bénéfices.

Art. 6. Tant que la société compte un associé unique, celui-ci est libre de céder ses parts.

En cas de pluralité d'associés, les parts sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social. En cas de refus d'agrément les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession.

Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée par un ou plusieurs gérants associés ou non, salariés ou à titre gratuit, nommés et révocables à tout moment par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui fixe la durée de leur mandat et leurs pouvoirs.

Art. 8. Le ou les gérants ne contractent en raison de leurs fonctions aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 10. Les créanciers, ayants-droit ou héritiers, alors même qu'il y aurait parmi eux des mineurs ou incapables, ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer de quelque manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 11. L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale. Il ne peut les déléguer. Les décisions de l'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale des associés, sont consignées dans un registre tenu au siège social.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé participe aux décisions collectives, quel que soit le nombre de voix, proportionnellement au nombre de parts qu'il possède. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. Le décès, l'incapacité, la faillite ou la déconfiture d'un associé n'entraînera pas la dissolution de la société.

Art. 13. L'exercice social commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 14. Chaque année au 31 décembre, il sera dressé un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et profits.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements sera réparti de la façon suivante:

- cinq pourcent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social,

- le solde restant est à la libre disposition du ou des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 15. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associé(s) ou non, nommé(s) par l'associé unique ou par l'assemblée des associés.

Le ou les liquidateurs auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

Art. 16. Pour tous les points non expressément prévus aux présents statuts, il est fait référence aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2010.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société et qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est estimé à 1.000,- €.

Décisions de l'associée unique

Et à l'instant l'associée unique, telle que représentée, représentant l'intégralité du capital social, agissant en lieu et place de l'assemblée, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- L'adresse du siège social est fixée à L-4221 Esch-sur-Alzette, 66, rue de Luxembourg.
- 2.- Est nommé gérant pour une durée indéterminée Monsieur Conor Mc GOVERAN, directeur de société, né à Baile Atha Cliath/Dublin (Irlande), le 25 mai 1973, demeurant à Mount Carmel House, Firhouse Road, Dublin 24 (Irlande).
- 3.- La société est valablement engagée en toutes circonstances par la seule signature du gérant.

Dont acte, fait et passé à Hesperange en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: Mc Goveran, M. Decker.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 20 octobre 2009. Relation: LAC/2009/43857. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): Sandt.

POUR COPIE CONFORME, délivrée sur papier libre aux fins de publication au Mémorial.

Hesperange, le 9 novembre 2009.

Martine DECKER.

Référence de publication: 2009146101/101.

(090177193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 novembre 2009.

Prospect Holding S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.471.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra anticipativement le 28 avril 2010 à 9:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2009
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2010036693/795/15.

Vialdo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 47.066.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 26 avril 2010 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2009, et affectation du résultat.

3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2009.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2010037816/1023/16.

Voba Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Voba Fund modifié au 9 mars 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GENERALI FUND MANAGEMENT S.A.

Signature

Référence de publication: 2010038697/10.

(100038792) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2010.

Le Varesine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 106.920.

In the year two thousand and nine, on the fourth day of November.

Before Us Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

Ex Var S.C.S., a société en commandite simple incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 106.919, duly represented by Mrs. Rania Kiderchah, licenciée en droit, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy, dated 4 October and 3 November, 2009.

Which proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party is the sole member of Le Varesine S.à r.l., a société à responsabilité limitée, having its registered office at L-1150 Luxembourg, 205, route d'Arlon, recorded with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 106920, incorporated pursuant to a deed of Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, notary then residing in Luxembourg on March 21st, 2005 published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 747 dated July 27, 2005. The articles of association have been amended for the last time pursuant to a deed of the same notary of April 11th, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1292 dated July 4th, 2006 (hereafter the "Company").

The appearing party, representing the entire share capital of the Company, may validly deliberate on all the items of the following agenda:

Agenda:

1. Amendment of article 12.7 of the articles of association of the Company in order to clarify the possibility for the managers to delegate signatory powers;
2. Amendment of article 12.8 of the articles of association of the Company in order to clarify that provision 12.8 of the articles of association shall not prejudice the possibility provided to the managers, under article 12.7 of the articles of association, to delegate signatory powers in relation to the Board of Managers Major Decisions;
3. Amendment of the articles of association of the Company to authorize the shareholders participation in a general meeting by various means of communication, under a new provision 15.4.

The appearing party has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The sole member resolves to amend article 12.7 of the articles of association to clarify the possibility for the managers to delegate signatory powers, as follows:

" **12.7.** The Company shall be bound vis-à-vis third parties:

- i) by the sole signature of the CEO, or
- ii) by the joint signature of any three (3) managers, for any matters other than Board of Managers Major Decisions, or

iii) by the joint signature of at least four (4) managers out of five (5), for the Board of Managers Major Decisions, or, in any case,

iv) by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been specifically delegated pursuant to these articles of association and with a written instrument (including without limitation a board of managers resolution) duly signed in accordance with paragraphs 12.7 i), 12.7 ii) or 12.7 iii) above, as applicable."

Second resolution

The sole member resolves to subsequently amend article 12.8 of the articles of association of the Company in order to clarify that provision 12.8 of the articles of association shall not prejudice the possibility provided to the managers to delegate, under article 12.7 of the articles of association, signatory powers in relation to the Board of Managers Major Decisions, as follows:

" **12.8.** The board of managers may delegate all or part of his powers to one or several ad hoc agents. The board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency. Resolutions concerning the Board of Managers Major Decisions cannot be delegated to any single manager of the Company or agent and must be taken in accordance with Article 13, without prejudice to the possibility provided to the managers to delegate signatory powers, upon a prior resolution of the board of managers passed in compliance with these articles of association, in accordance with and under Article 12.7."

Third resolution

The sole member resolves to amend the articles of association of the Company to authorize the shareholders participation in a general meeting by various means of communication, under a new provision 15.4, as follows:

" **15.4.** Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. In any event, a number of shareholders representing the majority of the capital of the Company shall be physically present (directly or through a proxy holder) in the place where the meeting is held."

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that upon request of the proxy holder of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the same proxy holder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, such proxy holder signed together with Us, the notary this deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mil neuf, le quatre novembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidant au Luxembourg.

A comparu:

Ex Var S.C.S., une société en commandite simple constituée conformément aux lois de Luxembourg, dont le siège social est sis 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.919, dûment représentée par Madame Rania Kiderchah, licenciée en droit, résident au Luxembourg, en vertu d'une procuration en date du 4 octobre et 3 novembre 2009.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, demeurera annexée au présent acte à l'effet d'être enregistrés ensemble.

Ladite partie comparante est l'unique membre de Le Varesine S.à r.l., une société à responsabilité limitée dont le siège social est sis 205, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 106.920, constituée le 21 mars 2005 aux termes d'un acte établi par Maître André-Jean-Joseph SCHWACHTGEN, alors notaire résident au Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 747, le 27 juillet 2005. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suite à un acte du même notaire en date du 11 avril 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1292, le 4 juillet 2006 (ci-après dénommée la "Société").

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital social de la Société, peut valablement délibérer sur l'ensemble des éléments portés à l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Modification de l'article 12.7 des statuts de la Société afin de préciser la faculté réservée aux gérants de déléguer des pouvoirs de signature;

2. Modification de l'article 12.8 des statuts de la Société afin de préciser le fait que les stipulations de l'article 12.8 des statuts ne doivent pas porter préjudice à la possibilité réservée aux gérants, conformément aux stipulations de l'article 12.7 des statuts, de déléguer des pouvoirs de signature concernant les Décisions Majeures du Conseil de Gérance;

3. Modification des statuts de la Société à l'effet d'autoriser la participation des associés à une assemblée générale au travers de l'utilisation de différents moyens de communication, conformément aux stipulations d'un article 15.4 nouveau.

La partie comparante a sollicité le notaire soussigné à l'effet d'enregistrer les résolutions suivantes:

Première résolution

Le membre unique décide de modifier comme suit l'article 12.7 des statuts afin de préciser la faculté réservée aux gérants de déléguer des pouvoirs de signature:

" **12.7.** La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers:

- i) par la seule signature du gérant en charge de la gestion journalière, ou
- ii) par la signature conjointe de trois (3) gérants, quels qu'ils soient, s'agissant des tâches autres que celles relevant des Décisions Majeures du Conseil de Gérance, ou
- iii) par la signature conjointe d'au moins quatre (4) gérants sur cinq (5), s'agissant des tâches relevant des Décisions Majeures du Conseil de Gérance, ou en tout état de cause,
- iv) par la signature conjointe ou bien par la seule signature de toute(s) personne(s) a qui un tel pouvoir de signature a été spécifiquement délégué à cet effet conformément aux présents statuts, aux moyens d'un acte écrit (en ce compris, mais de manière non-exhaustive, une résolution du conseil de gérance) dûment signé conformément à celles des stipulations des paragraphes 12.7 i), 12.7 ii) ou 12.7 iii) ci-dessus, qui seraient applicables."

Deuxième résolution

Le membre unique décide par la suite de modifier comme suit l'article 12.8 des statuts de la Société à l'effet de préciser le fait que les stipulations de l'article 12.8 des statuts ne portent en rien préjudice à la faculté réservée aux gérants de déléguer, conformément aux stipulations de l'article 12.7 des statuts, des pouvoirs de signature s'agissant des Décisions Majeures du Conseil de Gérance:

" **12.8.** Le conseil de gérance peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc. Le conseil de gérance déterminera les responsabilités ainsi que la rémunération éventuelle de cet agent, la durée de la période de représentation ainsi que tous autres éléments pertinents relatif à cette représentation. Les résolutions relevant des Décisions Majeures du Conseil de Gérance ne peuvent être déléguées à un seul gérant de la Société, quel qu'il soit, en ce compris le gérant en charge de la gestion journalière, ou tous autres agents, et doivent être adoptées conformément aux stipulations de l'Article 13, sans préjudice de la possibilité réservée aux gérants de déléguer des pouvoirs de signature à la suite d'une résolution antérieure du conseil de gérance adoptée en accord avec les présents statuts, conformément aux stipulations de l'Article 12.7."

Troisième résolution

Le membre unique décide de modifier comme suit les statuts de la Société à l'effet d'autoriser la participation des associés à une assemblée générale au travers de l'utilisation de différents moyens de communication, conformément aux stipulations d'un article 15.4 nouveau:

" **15.4.** Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification, permettant que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est réputé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. En tout état de cause, un nombre d'associés représentant ensemble la majorité du capital de la Société devra être présent physiquement (directement ou par l'intermédiaire d'un mandataire) au lieu où l'assemblée est tenue."

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare expressément qu'à la demande des mandataires des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais et suivi d'une traduction française; à la demande des mêmes mandataires, et dans l'éventualité d'une différence d'interprétation entre les versions anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

En fait de quoi le présent acte est établi au Luxembourg, au jour visé à l'en-tête des présentes.

Le document ayant été lu aux mandataires des parties comparantes, lesdits mandataires ont signé avec Nous, le notaire, cet acte.

Signé: R. Kiderchah et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 6 novembre 2009. Relation: LAC/2009/46845. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 novembre 2009.

Référence de publication: 2009147095/150.

(090177572) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 novembre 2009.

penola investo capital SIF FCP, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de penola investo capital SIF FCP a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

penola investo SIF management company S.A.

Signature

Référence de publication: 2010038698/10.

(100038779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2010.

Nikko Skill Investments Trust (Lux), Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de Nikko Skill Investments Trust (Lux) consolidé a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TOTAL ALPHA INVESTMENT FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

Signature

Référence de publication: 2010038700/10.

(100038535) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2010.

FP Lux Investments S.A. Sicav-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 3, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 152.292.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendzehn, den fünfundzwanzigsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Maître Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

ist erschienen:

„First Private Investment Management KAG mbH“, mit Gesellschaftssitz Westhafenplatz, 8, 60327 Frankfurt am Main, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts in Frankfurt am Main, HRB 32877,

vertreten durch Herrn Christian Lennig, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg,

aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Frankfurt am Main, Deutschland, am 22. März 2010.

Die erteilte Vollmacht, ordnungsgemäß durch die Erschienene und den Notar unterzeichnet, bleiben diesem Dokument beigelegt um mit demselben einregistriert zu werden.

Die Erschienene hat den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft ("Société Anonyme"), die sie hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

Definitionen.

"Aktie"

Eine Aktie des Fonds.

"Ausgeschlossene Person"

Ist eine natürliche Person, Personengesellschaft, Kapitalgesellschaft oder sonstige juristische Person, deren Anlage in Aktien nach Einschätzung des Verwaltungsrats für die bestehenden Aktionäre oder den Fonds von Nachteil sein könnte, die Verletzung von (in Luxemburg oder andernorts geltenden) Rechtsvorschriften zur Folge haben könnte oder für den Fonds oder seine Tochtergesellschaften einen steuerlichen oder sonstigen aufsichtsrechtlichen Nachteil (einschließlich der Einstufung des Fondsvermögens als "Planvermögen" im Sinne der Vorschriften des US-Arbeitsministeriums (Department of Labor) gemäß dem Arbeitnehmerrentengesetz (Employee Retirement Income Security Act) von 1974 in seiner jeweils geltenden Fassung) sowie Strafen oder Bußgelder verursachen könnte, die andernfalls nicht entstanden wären. Der Begriff "Ausgeschlossene Person" schließt alle Anleger, welche die Definition für "Sach-

	kundige Investoren" im Sinne von Artikel 2 Absatz (1) des Gesetzes vom 13. Februar 2007 nicht erfüllen, und US-Personen ein.
"Aktionär"	Ein Sachkundiger Investor, der Aktien erworben hat. Jeder Aktionär gilt zugleich auch als Sachkundiger Investor im Sinne dieser Satzung.
"Anlageausschuss"	Ausschuss zur Beratung des Verwaltungsrats, der sich aus Vertretern von Aktionären sowie gegebenenfalls anderen durch den Verwaltungsrat bestimmten Personen zusammensetzt und formell vom Verwaltungsrat bestellt wird.
"Bankarbeitstag"	Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg für den Geschäftsverkehr geöffnet sind.
"Bewertungstag"	Der 31. Dezember eines jeden Jahres, sowie jeder andere für den jeweiligen Teilfonds in Anhang I des Private Placement Memorandums festgelegte oder durch den Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen zu Zwecken der Berechnung des Nettoinventarwerts bestimmte Tag. Ist ein solcher Tag kein Bankarbeitstag, wird der Nettoinventarwert je Aktie am nächstfolgenden Bankarbeitstag bestimmt.
"Closing"	Ein Tag, an dem die beim Verwaltungsrat eingegangenen Zeichnungsvereinbarungen von diesem in seinem alleinigen Ermessen angenommen werden (dieser Begriff beinhaltet gegebenenfalls das Erste Closing).
"CSSF"	Die Commission de Surveillance du Secteur Financier, die luxemburgische Finanzaufsicht oder eine Nachfolgebehörde.
"Depotbank"	Die Bank, die vom Fonds als Depotbank im Sinne des Gesetzes von 2007 ernannt wird.
"Eingezahlte Kapitalzusagen"	Der Teil der von einem Investor in einer Zeichnungsvereinbarung gemachten Kapitalzusagen für die Zeichnung von Aktien, der vom Verwaltungsrat abgerufen und an den Fonds gezahlt wurde.
"Deutsches Versicherungsunternehmen"	Ist ein deutsches Versicherungsunternehmen, eine deutsche Pensionskasse, einen deutschen Pensionsfonds, ein deutsches Versorgungswerk und jede andere Körperschaft, Personenvereinigung, Vermögensmasse oder andere Einheit, die unter das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz fällt.
"Deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz"	Ist das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz in der jeweils geltenden Fassung.
"Einzahlungsaufforderung"	Eine an den entsprechenden Aktionär durch den Verwaltungsrat mindestens fünf (5) Bankarbeitstage vor dem jeweiligen Kapitalabruf gesendete Mitteilung, in der unter anderem der gegen die Ausgabe der entsprechenden Anzahl vollständig eingezahlter Aktien zu zahlende Betrag sowie das Konto des Fonds, auf das dieser Betrag einzuzahlen ist, angegeben ist.
"Erstemissionsphase"	Der vom Verwaltungsrat festgelegte und im Private Placement Memorandum angegebene Zeitraum, in dem der Fonds Aktien zum Erstemissionspreis ausgibt.
"Erstes Closing"	Der erste vom Verwaltungsrat bestimmte Bankarbeitstag, an dem der Verwaltungsrat nach eigenem Ermessen Zeichnungsvereinbarungen in Bezug auf die Erstausgabe von Aktien annimmt.
"Erstinvestoren"	Sind Investoren, deren Zeichnungsvereinbarung vom Verwaltungsrat am oder vor dem Ersten Closing akzeptiert wurde.
"Euro" oder "EUR"	Die gesetzliche Währung der EU-Mitgliedstaaten, die gemäß dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, geändert durch den Vertrag über die Europäische Union und den Vertrag von Amsterdam, die Gemeinschaftswährung eingeführt haben.
"Folge-Closing"	Ein Closing nach dem Ersten Closing.
"Fonds"	FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF.
"Gesetz von 2007"	Das luxemburgische Gesetz vom 13. Februar 2007 über spezialisierte Investmentfonds, in seiner jeweils geltenden Fassung sowie gegebenenfalls dessen Nachfolgesetze.
"Initiator"	First Private Investment Management KAG mbH.
"Investor"	Ein Sachkundiger Investor.
"Kapitalzusage"	In Bezug auf jeden Investor der maximale (auf Euro lautende) Betrag, der dem Fonds gemäß der Zeichnungsvereinbarung bereitgestellt wird beziehungsweise dessen Bereitstellung zugesagt wurde.

"Mémorial"	Das Luxemburger Amtsblatt, der Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.
"Nettoinventarwert"	Der gemäß Artikel 17 dieser Satzung bestimmte Nettoinventarwert des jeweiligen Teilfonds.
"Nicht-Sachkundiger Investor"	Ein Investor, der nicht von der Definition eines Sachkundigen Investors erfasst wird.
"Offene Kapitalzusage"	Der Teil der Kapitalzusage eines Investors, der noch nicht abgerufen und an den Fonds gezahlt wurde.
"Person"	Eine Kapitalgesellschaft, ein Trust, eine Personengesellschaft, eine nicht eingetragene Vereinigung oder eine sonstige juristische oder natürliche Person, die die Voraussetzungen eines Sachkundigen Investors erfüllt.
"Private Placement Memorandum"	Das Private Placement Memorandum des Fonds.
"Sachkundiger Investor"	Ein sachkundiger Anleger im Sinne von Artikel 2 Absatz (1) des Gesetzes vom 13. Februar 2007. Das ist ein institutioneller Anleger, ein professioneller Anleger sowie jeder andere Anleger, der die folgenden Bedingungen erfüllt: a) er hat schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als Sachkundiger Investor erklärt und b) (i) er investiert mindestens 125.000,- Euro in den Fonds, oder (ii) er verfügt über eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts im Sinne der Richtlinie 2006/48/EG, einer Wertpapierfirma im Sinne der Richtlinie 2004/39EG oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in den spezialisierten Investmentfonds einschätzen zu können.
"Satzung"	Dieses Dokument.
"Säumiger Investor"	Ist ein Aktionär, den der Verwaltungsrat gemäß Artikel 13 für säumig erklärt hat.
"Teilfonds"	Ein Teilfonds des Fonds.
"Tochtergesellschaften"	Hat die in Abschnitt 4.4. des Private Placement Memorandums beschriebene Bedeutung.
"United States Securities Act"	Das US-Wertpapiergesetz von 1933.
"US Person"	Hat die in Regulation S im United States Securities Act zugewiesene Bedeutung.
"Verbundenes Unternehmen"	Ist in Bezug auf eine Person ein Unternehmen, wenn (i) dieses an der Person unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss auf diese Person ausüben kann oder (ii) umgekehrt die Person an dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu mehr als 50% beteiligt ist oder auf dieses unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann oder (iii) eine dritte Person sowohl an der Person als auch dem Unternehmen unmittelbar oder mittelbar zu jeweils mindestens mehr als 50% beteiligt ist oder auf beide unmittelbar oder mittelbar einen beherrschenden Einfluss ausüben kann.
"Verwaltungsrat"	Der Verwaltungsrat des Fonds.
"Verwaltungsratsmitglied"	Ein Mitglied des Verwaltungsrats.
"Wirtschaftsprüfer"	Der im Private Placement Memorandum genannte Wirtschaftsprüfer des Fonds.
"Zeichnungsvereinbarung"	Ein Vertrag zwischen dem Investor und dem Fonds, durch den: - der Anleger sich verpflichtet, Aktien für einen bestimmten maximalen Betrag zu zeichnen, der gegen die Ausgabe der Aktien ganz oder teilweise an den Fonds zu zahlen ist, sobald der Investor eine Zahlungsaufforderung erhält; und - der Fonds sich verpflichtet, in dem Umfang vollständig eingezahlte Aktien an den Investor auszugeben, in dem die Kapitalzusage des Investors abgerufen und eingezahlt ist.
"Zugesagtes Kapital"	Die Summe der bisher erfolgten Kapitalzusagen oder, soweit sich dies aus dem Zusammenhang ergibt, die für ein bestimmtes Closing erfolgten Kapitalzusagen.

Kapitel I. Name - Geschäftssitz - Laufzeit - Geschäftszweck

Art. 1. Name. Zwischen den Aktionären und Investoren, die zu einem späteren Zeitpunkt Aktionär werden, besteht eine Aktiengesellschaft ("Société Anonyme") in Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter

Investmentfonds ("Société d'Investissement à Capital Variable - Fonds d'Investissement Spécialisé") mit dem Namen "FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF".

Art. 2. Geschäftssitz.

(1) Der Geschäftssitz des Fonds ist in der Gemeinde Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

(2) Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Geschäftssitz des Fonds gemäß dem jeweils anwendbaren Recht innerhalb des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden. Ferner können Niederlassungen, Tochtergesellschaften und Repräsentanzen entweder im Großherzogtum oder im Ausland gegründet werden.

(3) Stellt der Verwaltungsrat fest, dass außerordentliche politische, wirtschaftliche, gesellschaftliche oder militärische Entwicklungen stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftsabwicklung des Fonds am Geschäftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen diesem Sitz und Personen im Ausland beeinträchtigen, kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats der Geschäftssitz vorübergehend bis zum Ende dieser außerordentlichen Gegebenheiten ins Ausland verlegt werden. Eine solche vorübergehende Maßnahme wird keinen Einfluss auf die luxemburgische Nationalität des Fonds haben.

Art. 3. Laufzeit.

(1) Der Fonds wird für unbestimmte Dauer errichtet.

(2) Die Auflösung kann jedoch jederzeit durch die Aktionärsversammlung beschlossen werden und zwar in der Form, wie sie für Satzungsänderungen vorgesehen ist, und gemäß Artikel 37 dieser Satzung.

Art. 4. Geschäftszweck.

(1) Ausschließlicher Geschäftszweck des Fonds ist, die ihm zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung in zulässige Vermögensgegenstände unter Berücksichtigung der im Private Placement Memorandum beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen des Fonds beziehungsweise des jeweiligen Teilfonds und des Gesetzes von 2007 anzulegen und seinen Aktionären das Ergebnis der Verwaltung seiner Vermögenswerte zukommen zu lassen.

(2) Der Fonds ist befugt, alle Maßnahmen zu ergreifen und Geschäfte abzuschließen, die der Verwaltungsrat zur Erfüllung und Förderung dieses Geschäftszwecks für nützlich hält, soweit dies nach dem Gesetz von 2007 zulässig ist.

Art. 5. Anlagepolitik und Anlagegrenzen.

(1) Der Verwaltungsrat hat die Befugnis, unter Einhaltung des Prinzips der Risikomischung, die im Private Placement Memorandum festgelegte Anlagepolitik und die Anlagegrenzen des Fonds und der Teilfonds umzusetzen und die Handlungsrichtlinien der Verwaltung und der geschäftlichen Angelegenheiten des Fonds im Rahmen der im Private Placement Memorandum oder dessen Nachfolgedokument festgelegten Grenzen und in Übereinstimmung mit den maßgeblichen Gesetzen und Bestimmungen festzulegen. Der Verwaltungsrat kann die im Private Placement Memorandum festgelegten Anlagerichtlinien des jeweiligen Teilfonds ändern oder Ausnahmen beschließen. Soweit im entsprechenden Anhang zum Private Placement Memorandum nichts Abweichendes geregelt ist, bedarf es hierfür der Zustimmung der Aktionärsversammlung. Für die entsprechenden Beschlüsse der Aktionärsversammlung gilt vorbehaltlich Artikel 40 dieser Satzung kein Quorum. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(2) Anlagen können dabei entweder direkt oder indirekt, beispielsweise über Tochtergesellschaften und Co-Investments getätigt werden. Wird in dieser Satzung auf "Anlagen" und "Vermögensgegenstände" Bezug genommen, umfassen die Begriffe sowohl direkte Anlagen und das direkte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen als auch indirekte Anlagen und/oder das indirekte wirtschaftliche Eigentum an Vermögensgegenständen durch die vorgenannten Gesellschaften.

Kapitel II. Kapital - Aktien - Nettoinventarwert

Art. 6. Kapital.

(1) Das Kapital des Fonds entspricht jederzeit dem gesamten Nettoinventarwert aller Teilfonds gemäß Artikel 17 dieser Satzung.

(2) Das Anfangskapital des Fonds beträgt Euro 31.000,- (einunddreißigtausend Euro) und besteht aus 31.000 (einunddreißigtausend) voll eingezahlten Aktien der Aktienklasse B ohne Nennwert des Teilfonds Solar Infrastructure I.

(3) Der Fonds kann jederzeit weitere nennwertlose Aktien ausgeben.

(4) Das Mindestkapital des Fonds beträgt Euro 1.250.000,- (eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro). Das Mindestkapital muss innerhalb von 12 (zwölf) Monaten ab dem Tag der Zulassung des Fonds als Organismus für gemeinsame Anlagen gemäß den luxemburgischen gesetzlichen Bestimmungen erreicht werden.

Art. 7. Schwankungen des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann sich infolge der Ausgabe von neuen voll eingezahlten Aktien durch den Fonds oder der Rücknahme oder Einziehung von Aktien durch den Fonds erhöhen oder vermindern.

Art. 8. Teilfonds.

(1) Der Verwaltungsrat kann jederzeit weitere Teilfonds im Sinne von Artikel 71 des Gesetzes von 2007 auflegen. Der Verwaltungsrat wird für jeden Teilfonds eine Anlagepolitik festlegen sowie jedem Teilfonds eine Bezeichnung zuteilen.

(2) Die Rechte der Aktionäre sowie der Gläubiger eines Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte dieses einzelnen Teilfonds.

(3) Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich für Ansprüche der Aktionäre dieses Teilfonds und für Forderungen von Gläubigern, die im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind. Im Verhältnis der Aktionäre untereinander wird jeder Teilfonds als eigenständige Einheit behandelt.

Art. 9. Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit neue Aktienklassen ausgeben, die jeweils einem Teilfonds zugeordnet werden. Diese neuen Aktienklassen können sich im Hinblick auf die Ertragsverwendung, der Höhe der Partizipation an Ausschüttungen, den NAV, den Ausgabeaufschlag, Rückgaberechte, Umtauschmöglichkeiten, die Möglichkeit Aktien zwangsweise einzuziehen, die Verwaltungsvergütung, die Mindestzeichnungssumme oder sonstige Merkmale, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt werden, unterscheiden. Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jede ausgegebene Aktienklasse des jeweiligen Teilfonds einzeln berechnet.

Art. 10. Form der Aktien.

(1) Der Fonds begibt die Aktien als vollständig eingezahlte Namensaktien, die entweder ganz oder in Bruchteilen ausgegeben werden. Aktienbruchteile werden mit bis zu drei (3) Dezimalstellen ausgegeben, wobei etwaige Differenzbeträge zwischen dem aufgerundeten Betrag und dem exakten Buchteilsbetrag dem Fonds zustehen.

(2) Die Aktien werden in Bezug auf einen bestimmten Teilfonds ausgegeben. Die Aktionäre sind am jeweiligen Teilfondsvermögen in Höhe ihrer Aktien beteiligt. Die Aktien werden ausschließlich als Namensaktien ausgegeben.

(3) Alle vom Fonds begebenen Aktien werden im Aktienregister eingetragen, das vom Fonds beziehungsweise von einer oder mehreren von dem Fonds ernannten natürlichen oder juristischen Personen geführt wird. Dieses Verzeichnis enthält den Namen jedes Aktionärs, die Anzahl der von ihm gehaltenen Aktien sowie den von ihm angegebenen Geschäftssitz. Die Eintragung im Aktienregister gilt als Nachweis des Eigentums an den Aktien und der Fonds behandelt den eingetragenen Aktionär als uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer dieser Aktien.

(4) Die Aktien werden als Namensaktien in nicht verbriefter Form und ohne Ausgabe effektiver Stücke begeben. Jeder Aktionär erhält eine schriftliche Bestätigung, dass die Aktien auf seinen Namen im Aktienregister eingetragen sind. Diese Bestätigung wird vom Fonds oder einer hierfür beauftragten Person ausgestellt und dem Aktionär zugestellt.

(5) Die Übertragung von Aktien erfolgt durch Unterzeichnung einer datierten, schriftlichen Übertragungserklärung durch den Erwerber und den Veräußerer, beziehungsweise von diesen bevollmächtigte Personen und die Eintragung ins Aktienregister. Der Fonds kann auch andere Formen des Nachweises für eine Aktienübertragung akzeptieren, wenn der Verwaltungsrat diese für geeignet hält; auch in diesem Fall ist eine Eintragung in das Aktienregister vorzunehmen.

(6) Die Eintragung in das Aktienregister wird von einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder leitenden Angestellten des Fonds beziehungsweise von einer oder mehreren anderen vom Verwaltungsrat entsprechend bevollmächtigten Personen unterzeichnet.

(7) Aktien können nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Verwaltungsrates in Übereinstimmung mit Artikel 16 dieser Satzung übertragen werden, soweit Artikel 16 keine Ausnahmen vorsieht.

(8) Aktionäre teilen dem Fonds eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Bekanntmachungen zu senden sind. Diese Anschrift wird ebenfalls ins Aktienregister eingetragen. Falls ein Aktionär die Angabe einer Anschrift unterlässt, kann der Fonds dies im Aktienregister vermerken. In diesem Falle gilt bis zur Angabe einer Anschrift durch den Aktionär der Geschäftssitz des Fonds oder eine andere von dem Fonds zu bestimmende und ins Aktienregister einzutragende Anschrift als Anschrift des Aktionärs. Ein Aktionär kann seine im Aktienregister eingetragene Anschrift jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Fonds ändern.

(9) Falls mehrere Personen als Inhaber einer Aktie eingetragen sind, gilt der im Aktienregister zuerst genannte Inhaber als Vertreter aller Mitinhaber und wird alleine als Inhaber dieser Aktien behandelt, insbesondere ist nur er zum Erhalt von Mitteilungen des Fonds berechtigt.

(10) Der Fonds kann sich für die Ausgabe von Aktienbruchteilen entscheiden. Solche Aktienbruchteile sind nicht stimmberechtigt, berechtigen den Inhaber jedoch anteilsmäßig zur Teilhabe am jeweiligen Teilfondsvermögen.

(11) Alle Aktien an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn der Verwaltungsrat beschließt verschiedene Aktienklassen auszugeben.

Art. 11. Erwerbsbeschränkungen für Aktien.

(1) Der Fonds kann den Aktienwerb durch bestimmte Personen, insbesondere Ausgeschlossene Personen, beschränken oder untersagen, wenn das Eigentum an Aktien nach Ansicht des Verwaltungsrats den anderen Aktionären oder dem Fonds schaden könnte oder einen Verstoß gegen Luxemburger oder ausländische Gesetze oder Rechtsvorschriften darstellen könnte oder wenn der Fonds hierdurch den Gesetzen (beispielsweise den Steuergesetzen) eines anderen Staates als Luxemburg unterworfen sein könnte.

(2) Zudem kann der Verwaltungsrat das Eigentum von US-Personen und Nicht-Sachkundigen Investoren beschränken und zu diesem Zweck:

a) die Ausgabe von Aktien beziehungsweise die Eintragung einer Übertragung von Aktien verweigern, wenn es Anhaltspunkte dafür gibt, dass diese Eintragung beziehungsweise Übertragung dazu führt, dass US-Personen oder Nicht-Sachkundige Investoren rechtliches oder wirtschaftliches Eigentum an Aktien erwerben; und/oder

b) von einer Person, deren Name im Aktienregister eingetragen ist, beziehungsweise einer Person, die sich um die Eintragung der Übertragung von Aktien ins Aktienregister bemüht, verlangen, dass sie dem Fonds sämtliche Informationen beibringt - und deren Richtigkeit an Eides Statt versichert -, die der Verwaltungsrat für notwendig hält, um entscheiden zu können, ob es sich bei dieser Person um eine US-Person oder einen Nicht-Sachkundigen Investor handelt oder ob infolge der jeweiligen Eintragung US-Personen beziehungsweise Nicht-Sachkundige Investoren wirtschaftliches Eigentum an den Aktien erwerben; und/oder

c) wenn der Verwaltungsrat Anhaltspunkte dafür hat, dass eine US-Person oder ein Nicht-Sachkundiger Investor entweder alleine oder in Verbindung mit einer anderen Person wirtschaftlicher Eigentümer von Aktien ist, kann er von diesem Aktionär verlangen, dass er seine Aktien an einen Sachkundigen Investor zu einem Betrag von 80% (achtzig Prozent) des nach Artikel 17 dieser Satzung berechneten Nettoinventarwerts je Aktie an dem Bewertungstag verkauft, der dem in der Einziehungsmittelung vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 27 dieser Satzung vorgesehenen Kosten und Gebühren; dieser Aktionär muss dem Fonds innerhalb von 20 (zwanzig) Bankarbeitstagen den Verkauf nachweisen. Hält der betreffende Aktionär sich nicht an diese Anweisung, kann der Fonds zwangsweise alle von diesem Aktionär gehaltenen Aktien auf folgende Art und Weise zurücknehmen oder einziehen:

d) Der Verwaltungsrat teilt dem jeweiligen Aktionär schriftlich mit, dass bestimmte Aktien, zu einem bestimmten Rücknahmepreis, zu einem bestimmten Zeitpunkt und an einem bestimmten Ort, an dem der Rücknahmepreis dieser Aktien zahlbar ist, eingezogen werden ("Einziehungsmittelung"). Die Einziehungsmittelung kann an die im Aktienregister des Fonds eingetragene Anschrift des jeweiligen Aktionärs adressiert werden. Mit Ablauf des Tages, der in dieser Einziehungsmittelung angegeben wird, endet die Eigentümerstellung des Aktionärs hinsichtlich der in der Einziehungsmittelung angegebenen Aktien, und der Name des Aktionärs wird aus dem Aktienregister gelöscht.

e) Der je Aktie zu zahlende Preis ("Rücknahmepreis"), beträgt 80% (achtzig Prozent) des nach Artikel 17 dieser Satzung bestimmten Nettoinventarwerts je Aktie an dem Bewertungstag, der dem in der Einziehungsmittelung vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 27 dieser Satzung vorgesehenen Kosten und Gebühren. Der Rücknahmepreis ist bei Auflösung des Teilfonds, dessen Aktien zurückgenommen werden, zu zahlen.

Hat die jeweilige US-Person beziehungsweise der jeweilige Nicht-Sachkundige Investor seine Eigenschaft als US-Person beziehungsweise Nicht-Sachkundiger Investor dem Fonds nicht wissentlich verschwiegen, so erhöht sich der in diesem Artikel 11 (2) beschriebene Rücknahmepreis auf 95% (fünfundneunzig Prozent) des nach Artikel 17 dieser Satzung berechneten Nettoinventarwerts je Aktie an dem Bewertungstag, der dem in der Einziehungsmittelung vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt unmittelbar vorangeht, abzüglich der in Artikel 27 dieser Satzung vorgesehenen Kosten und Gebühren.

f) Der Rücknahmepreis wird dem betreffenden Aktionär in der jeweiligen Teilfondswährung gezahlt und wird in dem Fall, dass eine Zahlung nicht möglich ist, bei einer Bank in Luxemburg oder an einem in der Einziehungsmittelung bestimmten anderen Ort zur Zahlung hinterlegt. Mit Hinterlegung des Rücknahmepreises verliert der frühere Eigentümer jegliche Rechte an diesen Aktien sowie jegliche Rechte und Ansprüche gegen den Fonds, den jeweiligen Teilfonds und hinsichtlich deren Vermögen, mit Ausnahme des Rechts auf Erhalt des unverzinsten Rücknahmepreises von der jeweiligen Bank. Alle einem Aktionär gemäß diesem Artikel gegen den Fonds oder einen Teilfonds zustehenden Forderungen, die nicht innerhalb von fünf Jahren ab dem in der Einziehungsmittelung angegebenen Datum geltend gemacht werden, fallen an den jeweiligen Teilfonds zurück und können nicht mehr geltend gemacht werden ("Heimfall"). Der Verwaltungsrat ist dazu ermächtigt, jeweils alle zur Vollendung des Heimfalls notwendigen Schritte zu unternehmen, und diese Maßnahmen im Namen des Fonds zu genehmigen.

g) Die Ausübung der in diesem Artikel eingeräumten Rechte kann nicht mit der Begründung angezweifelt oder für unwirksam erklärt werden, dass das Eigentum einer Person an Aktien ungenügend nachgewiesen wurde oder dass das Eigentum an den Aktien tatsächlich von jemand anderem gehalten wurde, als vom Verwaltungsrat im Zeitpunkt der Einziehungsmittelung angenommen, vorausgesetzt, dass der Verwaltungsrat bei der Ausübung dieser Rechte in gutem Glauben gehandelt hat.

(3) Der in diesem Artikel verwendete Begriff "US-Person" steht für Staatsbürger der USA oder Personen mit ständigem Wohnsitz in den USA beziehungsweise nach den Gesetzen von US-Bundesstaaten, Territorien oder Gebieten der USA gegründete Kapital- oder Personengesellschaften oder Nachlassvermögen beziehungsweise Trusts außer Nachlässen beziehungsweise Treuhandverhältnissen, deren Einkommen aus Quellen außerhalb der USA bei der Berechnung des Bruttoeinkommens für US-Einkommensteuerzwecke nicht berücksichtigt wird, oder jegliche Firmen, Gesellschafter oder andere Rechtsgebilde - unabhängig von Nationalität, Domizil, Standort und Geschäftssitz -, wenn gemäß dem jeweils geltenden Einkommensteuerrecht der USA deren Besitz einer oder mehreren US-Personen beziehungsweise in der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in seiner jeweils letzten Fassung als "US-Personen" definierten Personen zugeschrieben wird.

(4) Der Begriff "US-Person" umfasst weder Personen, die Aktien bei Gründung des Fonds zeichnen, solange diese die Aktien halten, noch Wertpapierhändler, die Aktien bei der Ausgabe durch den Fonds zu Vertriebszwecken erwerben.

(5) Sämtliche Aktionäre verpflichten sich, ihre Aktien weder an US-Personen noch an Nicht-Sachkundige Investoren zu verkaufen oder zu übertragen.

Art. 12. Ausgabe von Aktien.

(1) Die Aktien werden ausschließlich an Sachkundige Investoren ausgegeben.

(2) Während der vom Verwaltungsrat festgelegten Erstemissionsphase werden die Aktien eines Teilfonds zu einem vom Verwaltungsrat bestimmten und im Private Placement Memorandum angegebenen Erstemissionspreis ausgegeben. Gibt der Teilfonds nach Ablauf der Emissionsphase weitere Aktien aus, entspricht der Ausgabepreis grundsätzlich dem letzten verfügbaren Nettoinventarwert je Aktie des jeweiligen Teilfonds, der gemäß Artikel 17 dieser Satzung am Bewertungstag nach den vom Verwaltungsrat jeweils festgelegten Grundsätzen berechnet wird.

(3) Nach Ablauf der Erstemissionsphase werden die Aktien weiterhin zum Erstemissionspreis ausgegeben, wenn die folgenden Bedingungen kumulativ erfüllt werden:

- der Einzahlungsprozentsatz aller Investoren ist identisch;
- das Kapital wird tatsächlich nur im Verhältnis der (offenen) Kapitalzusagen der Investoren abgerufen und eingezahlt und es gibt insbesondere keinen Säumigen Investor und
- im Zeitpunkt der maßgeblichen Zahlungsaufforderung hat keiner der Investoren Aktien an Dritte übertragen.

(4) Der jeweilige Ausgabepreis kann sich gegebenenfalls durch einen Ausgabeaufschlag, Aufwandsausgleich oder Aktualisationszins (actualisation interest) erhöhen, der für jeden Teilfonds im Private Placement Memorandum angegeben wird.

(5) Der Verwaltungsrat kann jedes Verwaltungsratsmitglied oder jeden leitenden Angestellten des Fonds bevollmächtigen, Zeichnungen anzunehmen, Zahlungen für neu auszugebende Aktien entgegenzunehmen und die Aktien zu begeben.

(6) Der Fonds gibt während des Zeitraums, in dem die Berechnung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds gemäß Artikel 18 dieser Satzung ausgesetzt ist, keine Aktien dieses Teilfonds aus. Wird die Berechnung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds ausgesetzt, nachdem Sachkundige Investoren bereits Aktien dieses Teilfonds gezeichnet haben, werden die Aktien auf Basis des ersten nach Beendigung der Aussetzung berechneten Nettoinventarwerts des betreffenden Teilfonds ausgegeben.

Art. 13 Säumiger investor.

(1) Soweit in Bezug auf Säumige Investoren, einschließlich der Voraussetzungen für eine Einordnung eines Investors als Säumigen Investor sowie mögliche Sanktionen nicht etwas Abweichendes in Anhang I für den jeweiligen Teilfonds bestimmt ist, gelten die folgenden Regelungen.

(2) Zahlt ein Investor den zugesagten Betrag nicht innerhalb des in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Zeitraums ein, kann der Verwaltungsrat diesen Investor zu einem Säumigen Investor erklären. Sofern der Verwaltungsrat nicht darauf verzichtet, hat dies eine oder mehrere der folgenden Strafmaßnahmen zur Folge:

- einem Säumigen Investor können Entschädigungszahlungen in Höhe von bis zu zehn Prozent (10%) des Teils seiner Kapitalzusage, der vom Verwaltungsrat abgerufen und vom Investor nicht fristgerecht gezahlt wurde, auferlegt werden; und/oder
- Ausschüttungen an den Säumigen Investor werden verrechnet oder einbehalten, bis der dem Teilfonds geschuldete Betrag vollständig eingezahlt wurde.

(3) Wird die Säumnis zudem nicht innerhalb einer Frist von vierzehn (14) Kalendertagen behoben, kann der Verwaltungsrat nach freiem Ermessen eine der folgenden Maßnahmen ergreifen:

- er kann einige oder alle Aktien des Säumigen Investors gegen Zahlung eines Rücknahmepreises zwangsweise einziehen, der fünfundsiebzig Prozent (75%) des am Tag des in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Endes des Zahlungszeitraums geltenden Nettoinventarwerts je Aktie entspricht, wobei die Zahlung der entsprechenden Rücknahmeerlöse innerhalb von zwölf (12) Monaten zum Ende der vorstehend genannten Behebungsfrist erfolgt;
- er kann einem nicht-säumigen Investor das Recht auf Erwerb sämtlicher Aktien des Säumigen Investor zu einem Betrag einräumen, der fünfundsiebzig Prozent (75%) des am Tag des in der Einzahlungsaufforderung angegebenen Endes des Zahlungszeitraums geltenden Nettoinventarwerts je Aktie entspricht; und/oder
- er kann die Kapitalzusage des Säumigen Investor herabsetzen und/oder kündigen.

(4) Zudem kann der Verwaltungsrat den nicht-säumigen Investoren eine zusätzliche Einzahlungsaufforderung zusenden, um entsprechende Fehlbeträge eines Säumigen Investors auszugleichen, wobei die Offene Kapitalzusage jedes nicht-säumigen Investors nicht überschritten werden darf.

(5) Die vorstehend beschriebenen Ansprüche schließen andere gesetzliche Ansprüche nicht aus, sofern der Verwaltungsrat diese in Anbetracht der jeweiligen Situation als angemessener erachtet.

(6) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen und unter Berücksichtigung der Interessen der nicht-säumigen Investoren auf die Geltendmachung dieser Ansprüche verzichten.

Art. 14. Rücknahme und Einziehung von Aktien.

(1) Aktionäre haben nur das Recht, Aktien vollständig oder teilweise zurückzugeben, wenn dies in Anhang I des Private Placement Memorandums für den jeweiligen Teilfonds vorgesehen ist und die dort im einzelnen aufgeführten Bedingungen

erfüllt werden. Ist ein Rückgaberecht in Anhang I des Private Placement Memorandums für den jeweiligen Teilfonds vorgesehen, erfolgt die Rücknahme gegen Auszahlung des auf den Aktionär entfallenden Anteils am Fondsvermögen in Form einer Geldleistung oder - mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs - in Form einer Sachauskehrung. Soweit im Private Placement Memorandum angegeben, kann der Verwaltungsrat die Rücknahme der Aktien beschränken. Der Rücknahmepreis je Aktie entspricht bei jeder Rücknahme dem Nettoinventarwert je Aktie des jeweiligen Teilfonds zum nächsten Bewertungstag nach Erhalt des Rücknahmeantrages durch die Gesellschaft. Eine Rücknahme kann gemäß Artikel 18 ausgesetzt werden, wenn außergewöhnliche Umstände vorliegen, die eine Aussetzung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre erforderlich erscheinen lassen. Der Rücknahmepreis kann um einen vom Verwaltungsrat zu bestimmenden und in Anhang I aufgeführten Rücknahmeabschlag vermindert werden. Dieser Rücknahmeabschlag steht dem jeweiligen Teilfonds zu (oder der Aktienklasse falls entsprechend in Anhang I geregelt).

(2) Der Verwaltungsrat kann Aktien eines Teilfonds, bei denen diese Möglichkeit in Anhang I des Private Placement Memorandums vorgesehen ist, nach freiem Ermessen und ohne sich damit Haftungsansprüchen auszusetzen, durch Mitteilung an die betroffenen Aktionäre mit einer Frist von mindestens fünfzehn (15) Tagen zwangsweise zum jeweiligen Rücknahmepreis ganz oder teilweise einziehen. Die Einziehung ist im freien Ermessen des Verwaltungsrats in Bezug auf einzelne oder mehrere Aktionäre möglich, wobei eine Einziehung in Bezug auf mehrere Aktionäre proportional erfolgt. Unter anderem ist möglich, die Einziehung auf Aktien zu beschränken, die der Initiator oder mit ihm verbunden Personen halten. Mit Einziehung gehen die Aktien unter. Anhang I des Private Placement Memorandums kann für die jeweiligen Teilfonds und/oder Anteilsklassen Beschränkungen der zwangsweisen Einziehung von Aktien vorsehen. Die Kosten und Aufwendungen für eine zwangsweise Einziehung gehen zu Lasten des betroffenen Aktionärs. Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass die Bestimmungen zum Rücknahmeabschlag, soweit anwendbar, auch bei einer zwangsweisen Einziehung gelten.

(3) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat Aktien von Aktionären, die einer Verschmelzung von Aktien eines Teilfonds nach Artikel 38 (12) nicht zugestimmt haben, zwangsweise zurücknehmen.

Art. 15. Umtausch von Aktien.

(1) Aktionäre haben nur das Recht, ihre Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds oder einer anderen Aktienklasse umzutauschen, wenn dies in Anhang I des Private Placement Memorandums für den jeweiligen Teilfonds vorgesehen ist und die in Anhang I im einzelnen aufgeführten Bedingungen und Beschränkungen erfüllt werden.

(2) In Anhang I des Private Placement Memorandum kann auch vorgesehen werden, dass unter bestimmten Voraussetzungen Aktien einer Aktienklasse automatisch in Aktien einer anderen Aktienklasse desselben Teilfonds umgetauscht werden können.

(3) Die Berechnung des Umtauschpreises erfolgt für die jeweiligen Teilfonds/Aktienklassen am selben Bewertungstag, wobei zwingend der jeweilige Nettovermögenswert je Aktie dieses Teilfonds/dieser Aktienklasse anzusetzen ist.

(4) Die Kosten und Aufwendungen eines (automatischen) Umtausches gehen zu Lasten des betroffenen Aktionärs. Zudem kann in Anhang I des Private Placement Memorandums vorgesehen werden, dass zusätzlich eine Umtauschgebühr anfällt.

(5) Aktien, die in Aktien eines anderen Teilfonds/einer anderen Aktienklasse umgetauscht worden sind, werden annulliert.

Art. 16. Übertragung von Aktien und Offenen Kapitalzusagen.

(1) Aktien und/oder Offene Kapitalzusagen können grundsätzlich nur mit vorheriger schriftlicher Zustimmung des Verwaltungsrates auf Sachkundige Investoren, mit Ausnahme von Ausgeschlossenen Personen, übertragen werden.

(2) Der Verwaltungsrat darf die Zustimmung jedoch nur aus gutem Grunde verweigern, insbesondere:

(a) falls der Verwaltungsrat nach vernünftigem Ermessen der Ansicht ist, dass die Übertragung die Schließung des Teilfonds zur Folge hätte;

(b) falls der Verwaltungsrat der Ansicht ist, dass die Übertragung gegen geltende Rechtsvorschriften oder eine Bedingung des Private Placement Memorandums und/oder der Satzung verstoßen würde;

(c) falls der Verwaltungsrat den Übertragungsempfänger als Wettbewerber des Fonds und/oder des Teilfonds erachtet oder seine Bonität als nicht gleichwertig mit der des Übertragenden ansieht.

(3) Der Preis für die zu übertragenden Aktien ergibt sich aus der Vereinbarung zwischen den betroffenen Parteien unter Hinzuziehung des letzten offiziellen Nettoinventarwertes je Aktie des Teilfonds.

(4) Eine Übertragung von Aktien wird erst wirksam, wenn der Übertragungsempfänger schriftlich zustimmt, alle ausstehenden Verpflichtungen des Übertragenden in Bezug auf die übertragenen Aktien (sowie gegebenenfalls in Bezug auf Offene Kapitalzusagen) vollständig zu übernehmen, und sich in schriftlicher Form an die Bedingungen des Private Placement Memorandums und der Satzung bindet, wonach der Übertragende von diesen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen entbunden wird (und für diese keine weitere Haftung übernimmt).

(5) Soweit in Anhang I des Private Placement Memorandums nichts anderes bestimmt ist, gilt darüber hinaus Folgendes:

(i) Sofern und solange die Aktien zum Sicherungsvermögen (wie in § 66 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes definiert) eines deutschen Versicherungsunternehmens zählen und dieses deutsche Versicherungsunternehmen entweder gemäß § 70 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes rechtlich zur Ernennung eines Treuhänders verpflichtet ist oder

sich freiwillig einer solchen Verpflichtung unterworfen hat, darf über diese Aktien nicht ohne vorherige schriftliche Genehmigung des entsprechenden Treuhänders des Investors beziehungsweise dessen bevollmächtigten Vertreters verfügt werden.

(ii) Aktien, die direkt oder indirekt von einem deutschen Versicherungsunternehmen gehalten werden und Teil des Sicherungsvermögens oder sonstigen gebundenen Vermögens (wie in § 54 Abs. 1 oder § 115 des deutschen Versicherungsaufsichtsgesetzes in seiner geltenden Fassung definiert) sind oder von einer deutschen Kapitalanlagegesellschaft für Rechnung eines den Vorschriften des Investmentgesetzes unterliegenden Sondervermögens gehalten werden, können ungeachtet der für andere Investoren geltenden Übertragungsbeschränkungen frei übertragen werden und bedürfen keiner Genehmigung des Verwaltungsrates, sofern (i) der Übertragungsempfänger eine Versicherung, ein Sozialversicherungsträger, ein Pensionsfonds, eine Kapitalanlagegesellschaft, eine Stiftung oder ein Kreditinstitut ist oder (ii) der Übertragungsempfänger ein anderer institutioneller Investor ist, der entweder über ausreichende Bonität (Investmentgrade-Rating) oder ausreichende geeignete Sicherheiten verfügt und (iii) die Übertragung nicht zur Folge hat, dass Ausgeschlossene Personen Aktien halten. Als "Übertragung" gelten insbesondere der Verkauf, der Tausch, die Übertragung und die Abtretung von Aktien und/oder Offenen Kapitalzusagen.

Mit der Übertragung übernimmt der Übertragungsempfänger sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung in Bezug auf diese Aktien und/oder Offenen Kapitalzusagen; eine (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten durch den bisherigen Investor ist nach Verfügung über die Aktien und/oder Offenen Kapitalzusagen ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

Art. 17. Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie.

(1) Der Nettoinventarwert je Aktie wird für jeden Teilfonds und gegebenenfalls jede Aktienklasse in der Währung des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklasse zu jedem Bewertungstag berechnet, jedoch mindestens einmal im Jahr. Die Referenzwährung des/der einzelnen Teilfonds ist im Anhang I des Private Placement Memorandums angegeben. Der Nettoinventarwert je Aktie eines Teilfonds wird ermittelt, indem der Nettoinventarwert des jeweiligen Teilfonds (berechnet als Wert des Vermögens abzüglich der Verbindlichkeiten des Teilfonds am jeweiligen Bewertungstag) durch die Anzahl der zu diesem Zeitpunkt in Umlauf befindlichen Aktien des jeweiligen Teilfonds geteilt wird. Der Nettoinventarwert je Aktie eines Teilfonds kann auf Anweisung des Verwaltungsrats auf einen vollen Euro-Betrag auf- oder abgerundet werden. Die Bekanntmachung des Nettoinventarwerts eines Teilfonds erfolgt in Übereinstimmung mit dem Vertrag, der mit der Zentralverwaltungsstelle geschlossen wurde.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, für den Fall, dass Tatsachen bekannt werden, aus denen sich ergibt, dass die vorhergehende Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien eines Teilfonds fehlerhaft war, diese vorhergehende Bewertung aufzuheben und nach Treu und Glauben eine zweite Bewertung durchzuführen.

(2) Die Vermögenswerte der Teilfonds bestehen aus:

- (a) Gesellschaftsanteilen;
- (b) Barguthaben und sonstigen liquiden Mitteln, einschließlich aufgelaufener Zinsen;
- (c) Geldmarktpapieren;
- (d) Aktien und sonstigen Wertpapieren des Teilfonds;
- (e) auf den Namen des Teilfonds eingetragenes Grundvermögen und grundstücksgleichen Rechten;
- (f) Forderungen, die bei Vorlage zahlbar werden sowie alle sonstigen Geldforderungen, einschließlich noch nicht erfüllter Ausgabepreisforderungen aus dem Verkauf/der Übertragung von Aktien oder anderen Vermögenswerten;
- (g) Ausschüttungen, auf die der Teilfonds einen Anspruch hat, soweit sie ihm bekannt sind; oder
- (h) allen übrigen Vermögenswerten jeder Art, einschließlich im Voraus entrichteter Kosten.

(3) Der Wert dieser Vermögenswerte wird wie folgt bestimmt:

(a) Sämtliche Aktiva, die im Eigentum eines Teilfonds sowie gegebenenfalls von Tochtergesellschaften stehen, werden einmal jährlich durch den jeweiligen Sachverständigen oder, wenn dies in Anhang I des Private Placement Memorandums vorgesehen ist, durch den Verwaltungsrat bewertet. Die Jahresabschlüsse der jeweiligen Gesellschaften werden durch unabhängige Wirtschaftsprüfer geprüft. Die zum Abschluss eines Geschäftsjahres festgestellten Werte werden während des darauf folgenden Geschäftsjahres verwendet, sofern keine Änderung der allgemeinen wirtschaftlichen Lage der Tochtergesellschaft eine Neubewertung erfordert. Ist eine Neubewertung erforderlich, ist diese zu denselben Bedingungen wie die jährliche Bewertung durchzuführen.

(b) Während eines Geschäftsjahres erworbene Vermögensgegenstände können am Geschäftsjahresende zum jeweiligen Anschaffungspreis bewertet werden, sofern keine Indizien für eine Wertveränderung vorliegen; insoweit ist auch während des Geschäftsjahres keine erneute Bewertung durch Sachverständige erforderlich. Anschaffungsnebenkosten werden über die Investitionsdauer abgeschrieben. Auf Anweisung des Verwaltungsrats können zudem während eines Geschäftsjahres auf Weisung des Verwaltungsrates Bewertungen vorgenommen werden, beispielsweise um den Verkehrswert eines Vermögensgegenstandes zu bestätigen. Zur Berechnung des Nettoinventarwerts kann jederzeit eine Bewertung des gesamten Portfolios erfolgen.

(c) Der Wert der Anteile an Tochtergesellschaften wird mittels eines Bewertungsprozesses ermittelt, der von einem vom Verwaltungsrat ernannten Sachverständigen, nach den in Anhang I des Private Placement Memorandums beschriebenen Bewertungsregeln, durchgeführt wird und bei dem die Gesellschaftsanteile auf alle relevanten Aspekte nach einem festgelegten Verfahren und ausgewählten Kriterien untersucht werden.

Der Verwaltungsrat kann nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von diesen Bewertungen abweichen, wenn dies im Interesse des jeweiligen Teilfonds und dessen Aktionären liegt.

(d) Der Wert von Kassenbeständen oder Bareinlagen, Wechseln und Zahlungsaufforderungen sowie Forderungen aus Lieferungen und Leistungen, aktiven Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinserträgen, deren Ausschüttung beschlossen wurde oder die aufgelaufen, aber noch nicht eingegangen sind, werden grundsätzlich in voller Höhe berücksichtigt. Soweit es unwahrscheinlich ist, dass diese Beträge gezahlt werden oder eingehen, ist ein angemessener Abschlag vorzunehmen.

(e) Liquide Mittel werden mit deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

(f) Bei Geldmarktpapieren wird ausgehend vom Nettoerwerbskurs und unter Beibehaltung der sich daraus ergebenden Rendite der Bewertungskurs sukzessive dem Rücknahmekurs angeglichen. Bei wesentlichen Änderungen der Marktverhältnisse erfolgt eine Anpassung an die neuen Markttrenditen.

(g) An einer Börse notierte oder in einem anderen geregelten Markt gehandelte Wertpapiere werden mit dem letzten verfügbaren Kurs bewertet.

(h) Wertpapiere, die nicht an einer Börse notiert sind oder in einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage ihres vermutlichen Verkaufspreises bewertet, der vom Verwaltungsrat nach vernünftigen Erwägungen und im guten Glauben ermittelt wird.

(i) Anteile an Investmentfonds oder Aktien von Investmentgesellschaften werden mit dem letzten verfügbaren Nettoinventarwert bewertet.

(j) Beschränkt übertragbare Wertpapiere und Wertpapiere, für die keine Marktnotierung vorhanden ist, sowie alle anderen Wertpapiere und sonstigen Vermögenswerte werden aufgrund von Notierungen von Händlern oder von einem vom Verwaltungsrat genehmigten Kursservice bewertet oder in dem Umfang, in dem diese Werte nach Ansicht des Verwaltungsrates nicht dem Verkehrswert entsprechen, mit ihrem marktgerechten Wert angesetzt, der in gutem Glauben entsprechend den vom Verwaltungsrat bestimmten Verfahren ermittelt wird.

(k) Nicht auf Euro lautende Vermögenswerte und Verbindlichkeiten werden zu dem in Luxemburg am jeweiligen Bewertungstag gültigen Wechselkurs in Euro umgerechnet. Sollte ein Wechselkurs nicht verfügbar sein, wird er nach Treu und Glauben durch den Verwaltungsrat oder nach einem von ihm festgelegten Verfahren bestimmt.

(l) Der Verwaltungsrat kann nach freiem Ermessen die Verwendung einer anderen Bewertungsmethode gestatten, wenn er der Meinung ist, dass diese den Verkehrswert von Vermögenswerten eines Teilfonds besser reflektiert. Diese Methode wird dann durchgehend angewendet. Die Zentralverwaltung kann sich auf diese von dem jeweiligen Teilfonds zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwertes genehmigten Bewertungsmethode stützen; und

(m) Besondere Bewertungsregeln für die Vermögenswerte einzelner Teilfonds sind in Anhang I des Private Placement Memorandums geregelt.

(4) Die Verbindlichkeiten der Teilfonds umfassen:

(a) Darlehensverbindlichkeiten (einschließlich wandelbarer Schuldtitel, Wechsel und zu zahlender Abrechnungen) und andere Verbindlichkeiten für aufgenommenes Fremdkapital zuzüglich etwaiger Zinsen (einschließlich aufgelaufener Gebühren für die Kreditbereitstellung);

(b) sämtliche aufgelaufenen oder zahlbaren Aufwendungen (einschließlich Verwaltungskosten, Beratungsgebühren, Erfolgshonorare, Gebühren der Depotbank und der Zentralverwaltungsstelle);

(c) alle bekannten derzeitigen und künftigen Verbindlichkeiten, einschließlich aller fälligen vertraglichen Verpflichtungen für Zahlungen von Geldern oder Vermögensgegenständen, einschließlich der vom jeweiligen Teilfonds ausgewiesener aber noch nicht gezahlter Ausschüttungen;

(d) angemessene Rückstellungen für künftige Steuern, die auf dem Vermögen und Einkommen der Teilfonds bis zum Bewertungstag basieren (z.B. latente Steuern), und gegebenenfalls andere, vom Verwaltungsrat genehmigte und gebilligte Rücklagen sowie gegebenenfalls einen Betrag, den der Verwaltungsrat als eine angemessene Rücklage in Bezug auf eventuelle Verbindlichkeiten der Teilfonds ansieht; und

(e) alle übrigen Verbindlichkeiten eines Teilfonds, die nach luxemburgischem Recht ausgewiesen werden.

Bei der Festlegung der Höhe dieser Verbindlichkeiten sind sämtliche von einem Teilfonds zu zahlende Aufwendungen zu berücksichtigen. Eine beispielhafte Aufzählung von Aufwendungen eines Teilfonds enthält Artikel 27 dieser Satzung.

Die Teilfonds können regelmäßig wiederkehrende Verwaltungs- und sonstige Kosten auf Grundlage geschätzter Zahlen für jährliche und andere Perioden im Voraus ansetzen.

(5) Für die Berechnung des Nettoinventarwertes nach diesem Artikel gilt Folgendes:

(a) Aktien, die nach Artikel 14 dieser Satzung zurückgenommen oder eingezogen werden sollen, werden bis zu der Rücknahme beziehungsweise dem vom Verwaltungsrat bestimmten Einziehungszeitpunkt in den Büchern als Aktien ge-

führt, die sich im Umlauf befinden. Ab diesem Zeitpunkt bis zur Zahlung des Rücknahmepreises gilt dieser als eine Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds.

(b) Die vom jeweiligen Teilfonds auszugebenden Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt.

(c) Anlagen, Festgelder und andere Vermögensgegenstände, die auf eine andere Währung als die Referenzwährung des jeweiligen Teilfonds lauten, werden unter Berücksichtigung des am Bewertungstag gültigen Marktkurs oder Wechselkurs bewertet.

(d) Wenn sich ein Teilfonds an einem Bewertungstag verpflichtet hat,

(i) Vermögensgegenstände zu kaufen, wird der Betrag, der für diesen Vermögenswert zu bezahlen ist, als Verbindlichkeit des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der Wert des zum Kauf anstehenden Vermögensgegenstandes wird als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen;

(ii) Vermögensgegenstände zu verkaufen, wird der Betrag, den der betreffende Teilfonds für diesen Vermögensgegenstand erhält, als ein Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Der zu liefernde Vermögensgegenstand wird nicht als Vermögensgegenstand des jeweiligen Teilfonds ausgewiesen. Sollte der genaue Wert der Gegenleistung am jeweiligen Bewertungstag unbekannt sein, wird er vom Verwaltungsrat geschätzt.

(iii) Sowohl bei Käufen als auch bei Verkäufen von Vermögensgegenständen an einem geregelten Markt gelten die in diesem Punkt (d) genannten Grundsätze ab dem Bankarbeitstag, der auf den Abschluss des jeweiligen Kaufs oder Verkaufs folgt. Wird die Transaktion durch einen Broker ausgeführt ist der Tag maßgeblich, an dem der jeweilige Broker die Order für den Kauf oder Verkauf ausführt.

Art. 18. Häufigkeit und vorübergehende Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts je Aktie und der Ausgabe, der Rücknahme und des Umtausches von Aktien.

(1) Der Fonds (oder ein von ihr ernannter Vertreter) berechnet den Nettoinventarwert je Aktie eines Teilfonds unter der Verantwortlichkeit des Verwaltungsrats. Der Nettoinventarwert je Aktie eines Teilfonds wird an jedem Bewertungstag berechnet, wobei mindestens der 31. Dezember eines jeden Jahres ein Bewertungstag ist.

(2) Der Fonds ist berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds, die Ausgabe, den Umtausch und die Rücknahme dieser Aktien zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen, und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Aktionäre gerechtfertigt ist, insbesondere:

(a) während eines Zeitraums, in dem aufgrund politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder von vom Verwaltungsrat nicht zu vertretender Umstände oder aufgrund gewisser auf dem für den jeweiligen Teilfonds relevanten Markt bestehender Umstände die Veräußerung der im Eigentum des jeweiligen Teilfonds stehenden Vermögenswerte ohne wesentliche nachteilige Auswirkungen auf die Interessen der Aktionäre des jeweiligen Teilfonds nicht durchführbar ist, oder wenn nach Meinung des Verwaltungsrats die Ausgabe-, Verkaufs- und/ oder Rücknahmepreise nicht zutreffend berechnet werden können; oder

(b) während eines Ausfalls der üblicherweise für die Preisfestsetzung eines Vermögenswerts eines Teilfonds angewandten Kommunikationsmittel, oder wenn der Wert eines Vermögensgegenstandes eines Teilfonds, der für die Festlegung des Nettoinventarwerts des jeweiligen Teilfonds (wobei der Verwaltungsrat die Wichtigkeit in seinem alleinigen Ermessen bestimmt) von erheblicher Bedeutung ist, nicht so schnell oder genau wie nötig festgelegt werden; oder

(c) während eines Zeitraums, in dem der Wert einer Gesellschaft, an der der Teilfonds direkt oder indirekt beteiligt ist, nicht genau bestimmt werden kann; oder

(d) während eines Zeitraums, in dem Überweisungen von Barmitteln im Zusammenhang mit der Realisierung oder Akquisition von Investitionen nach Meinung des Verwaltungsrats nicht zu marktüblichen Wechselkursen durchgeführt werden können; oder

(e) während eines jeden Zeitraums, in dem die Märkte oder Börsen, an denen ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte eines Teilfonds notiert ist, geschlossen sind (aus anderen Gründen als den üblichen Feiertagen) oder während eines Zeitraums, in dem der Handel an diesen Märkten oder Börsen beschränkt ist oder eingestellt wurde; oder

(f) bei Einberufung einer Aktionärsversammlung eines Teilfonds zum Zwecke der Beschlussfassung, den jeweiligen Teilfonds oder den Fonds aufzulösen; oder

(g) wenn die Preise für Investitionen aus anderen Gründen nicht umgehend oder genau zu bestimmen sind.

(3) Der Fonds informiert Aktionäre, die den Umtausch oder die Rücknahme ihrer Aktien beantragt haben, umgehend schriftlich über die Einstellung des Rechts, Aktien umzutauschen oder zurückzugeben, sowie unverzüglich von der Wiederaufnahme der Berechnung des Nettoinventarwerts. Der Fonds informiert auch die übrigen Aktionäre über eine Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds sowie sämtliche Investoren, die einen Antrag auf Zeichnung und/oder den Umtausch von Aktien gestellt haben. Im Falle einer Aussetzung wird eine Berechnung nachgeholt, sobald die Umstände es wieder erlauben.

(4) Solange die Berechnung des Nettoinventarwerts zeitweilig eingestellt ist, wird auch die Ausgabe von Aktien eingestellt.

(5) Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien eines Teilfonds führt nicht zur zeitweiligen Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwerts von anderen Teilfonds, die von den jeweiligen Ereignissen nicht betroffen sind.

Kapitel III. Verwaltung und Aufsicht

Art. 19. Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Der Fonds wird von einem Verwaltungsrat geführt, der sich aus mindestens 3 (drei) Verwaltungsratsmitgliedern zusammensetzt. Die Verwaltungsratsmitglieder müssen keine Aktionäre sein. Eine Amtszeit der Verwaltungsratsmitglieder beträgt maximal 6 (sechs) Jahre, die Wiederwahl eines Verwaltungsratsmitgliedes ist möglich. Die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder, deren Bezüge und die jeweiligen Verwaltungsratsmitglieder werden von der Aktionärsversammlung mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen bestimmt beziehungsweise gewählt.

(2) Die Verwaltungsratsmitglieder können durch einen mit Stimmenmehrheit der bei einer Aktionärsversammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefassten Beschluss jederzeit abberufen werden.

(3) Sollte die Position eines Verwaltungsratsmitglieds wegen eines Todesfalls, eines Rücktritts oder aus einem anderen Grund vakant werden, kann diese Position vorübergehend bis zur nächsten ordentlichen Aktionärsversammlung von den übrigen Verwaltungsratsmitgliedern ausgefüllt werden. Die Wahl eines neuen Verwaltungsratsmitglieds erfolgt bei der nächsten Aktionärsversammlung.

Art. 20. Verwaltungsratssitzungen.

(1) Der Verwaltungsrat wählt aus seiner Mitte mit einfacher Stimmenmehrheit einen Vorsitzenden und gegebenenfalls einen stellvertretenden Vorsitzenden. Der Vorsitzende kann einen Schriftführer ernennen, der kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Der Schriftführer fasst die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Aktionärsversammlungen und ist für deren Aufbewahrung verantwortlich. Der Verwaltungsrat wird vom Vorsitzenden oder von 2 (zwei) seiner Verwaltungsratsmitglieder einberufen. Er tagt an dem in der Einladung angegebenen Ort. Sitzungen des Verwaltungsrates dürfen nicht im Vereinigten Königreich abgehalten werden.

(2) Im Falle der Abwesenheit des Vorsitzenden werden dessen Aufgaben und Rechte durch den stellvertretenden Vorsitzenden wahrgenommen. Ist auch dieser abwesend, entscheiden die Verwaltungsratsmitglieder durch Stimmenmehrheit, welches Verwaltungsratsmitglied den Vorsitz für diese Sitzung übernimmt.

(3) Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Sitzung des Verwaltungsrates des Fonds teilhaben, indem es schriftlich (mittels Brief, Telefax oder eines anderen vom Verwaltungsrat zugelassenen Kommunikationsmittels) ein anderes Verwaltungsratsmitglied zu seinem Bevollmächtigten ernennt.

(4) Darüber hinaus kann jedes Verwaltungsratsmitglied an einer Sitzung im Wege einer Telefonkonferenz teilnehmen oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, die es ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer an der Sitzung einander hören können. Diese Teilnahme steht einer persönlichen Anwesenheit in einer Sitzung gleich.

(5) Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der Verwaltungsratsmitglieder bei der Sitzung anwesend sind oder vertreten werden.

(6) Der Verwaltungsrat kann leitende Angestellte, einschließlich eines Generaldirektors und stellvertretenden Generaldirektors sowie andere leitende Angestellte ernennen, die der Fonds für die Geschäftstätigkeit und die Leitung des Fonds für notwendig erachtet. Der Verwaltungsrat kann diese Ernennungen jederzeit rückgängig machen. Bei den leitenden Angestellten muss es sich nicht um Verwaltungsratsmitglieder oder Aktionäre handeln. Die leitenden Angestellten haben die ihnen vom Verwaltungsrat übertragenen Rechte und Pflichten.

(7) Alle Verwaltungsratsmitglieder erhalten spätestens 3 (drei) Bankarbeitstage vor dem für eine Sitzung angesetzten Datum eine schriftliche Mitteilung, dies gilt nicht bei Gefahr im Verzug, wobei dann die Umstände, aus denen sich die besondere Dringlichkeit ergibt, in der Mitteilung anzugeben sind. Auf eine Mitteilung kann per Telefax oder ein anderes gleichwertiges Kommunikationsmittel verzichtet werden. Sofern ein Verwaltungsratsbeschluss über Zeit und Ort von Verwaltungsratssitzungen vorliegt, erübrigt sich eine gesonderte Mitteilung.

(8) Beschlüsse des Verwaltungsrats sind wirksam, wenn sie im Rahmen von ordnungsgemäß einberufenen Verwaltungsratssitzungen gefasst werden. Schriftliche, von allen Verwaltungsratsmitgliedern genehmigte und unterzeichnete Beschlüsse (Umlaufbeschlüsse) haben dieselbe Rechtswirksamkeit wie Beschlüsse, die im Rahmen einer Verwaltungsratssitzung durch Stimmenabgabe gefasst wurden. Jedes Verwaltungsratsmitglied genehmigt einen solchen Beschluss per Telefax oder ein gleichwertiges Kommunikationsmittel. Einer besonderen Protokollierung bedarf es im Falle der schriftlichen Beschlussfassung nicht, da dem schriftlichen Beschluss insoweit die gleiche Beweiskraft zukommt wie einem Protokoll.

(9) Die Verwaltungsratsmitglieder können den Fonds nicht durch ihre Einzelunterschriften verpflichten, es sei denn ein Verwaltungsratsbeschluss hat sie speziell dazu ermächtigt.

(10) Beschlüsse werden durch einfache Mehrheit der Stimmen der anwesenden und der vertretenen Verwaltungsratsmitglieder gefasst. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden des Verwaltungsrates ausschlaggebend.

(11) Beschlüsse des Verwaltungsrats werden in Protokollen festgehalten, die vom Vorsitzenden unterzeichnet werden. Abschriften der oder Auszüge aus diesen Protokollen, die in Rechtsstreitigkeiten oder an anderer Stelle vorgelegt werden,

bedürfen gegebenenfalls der Unterschrift des Vorsitzenden, des stellvertretenden Vorsitzenden oder von 2 (zwei) Verwaltungsratsmitgliedern.

Art. 21. Befugnisse des Verwaltungsrats.

(1) Der Verwaltungsrat ist befugt, sämtliche Verwaltungs- und Verfügungshandlungen innerhalb des Gesellschaftszweckes und im Rahmen der Anlagepolitik gemäß Artikel 5 dieser Satzung im Namen des Fonds vorzunehmen.

(2) Sämtliche Befugnisse, die nicht aufgrund rechtlicher Vorschriften oder dieser Satzung der Aktionärsversammlung vorbehalten sind, fallen in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats.

(3) Der Verwaltungsrat ist insbesondere befugt, Kredite für den Fonds aufzunehmen sowie gegenwärtige oder künftige Vermögensgegenstände des Fonds oder Teile davon mit einer Hypothek, einem Sicherungs- oder einem Pfandrecht zu belasten oder andere Sicherheiten dafür zu gewähren.

Art. 22. Unterschriftsbefugnis. Dritten gegenüber wird der Fonds durch die gemeinsame Unterschrift von 2 (zwei) Verwaltungsratsmitgliedern rechtsgültig verpflichtet oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von Personen, die auch Verwaltungsratsmitglieder sein können, die durch den Verwaltungsrat mit entsprechender Vertretungsbefugnis ausgestattet sind.

Art. 23. Übertragung von Befugnissen.

(1) Der Verwaltungsrat kann die laufende Geschäftsführung des Fonds (einschließlich der Zeichnungsbefugnis im Rahmen der laufenden Geschäftsführung) sowie die Befugnis, Handlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes und der Gesellschaftspolitik vorzunehmen, auf einzelne oder mehrere natürliche oder juristische Personen übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen.

(2) Im Falle der Übertragung der laufenden Geschäftsführung des Fonds auf Verwaltungsratsmitglieder ist der Verwaltungsrat verpflichtet der Aktionärsversammlung jährlich über die Gebühren, das Gehalt und sonstige diesem Verwaltungsratsmitglied gewährten Vorteile zu berichten.

(3) Der Verwaltungsrat kann zudem bestimmte Befugnisse auf Bevollmächtigte übertragen, die keine Verwaltungsratsmitglieder sind.

(4) Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat jeweils einen oder mehrere Ausschüsse bilden, die sich aus Verwaltungsratsmitgliedern und/oder außenstehenden Personen zusammensetzen, an die der Verwaltungsrat nach Bedarf Befugnisse delegieren kann.

Art. 24. Vergütungen der Verwaltungsratsmitglieder.

(1) Die Aktionärsversammlung kann den Verwaltungsratsmitgliedern für die geleisteten Dienste jährlich eine feste Vergütung zahlen. Diese Vergütungen werden als allgemeine Ausgaben des Fonds verbucht und durch den Verwaltungsrat nach freiem Ermessen unter den Verwaltungsratsmitgliedern aufgeteilt.

(2) Außerdem können den Verwaltungsratsmitgliedern die von ihnen in Bezug auf den Fonds getätigten Ausgaben vergütet werden, sofern sie angemessen sind.

(3) Die Vergütung des Vorsitzenden und des Schriftführers des Verwaltungsrats sowie die der Generaldirektoren und Bevollmächtigten des Fonds werden durch den Verwaltungsrat festgelegt.

Art. 25. Anlageberater oder Anlageverwalter.

(1) Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Anlageverwalter mit der Verwaltung der Vermögenswerte eines oder mehrerer Teilfonds betrauen. Der Anlageverwalter entscheidet unter Aufsicht des Verwaltungsrates über die Anlagen und Reinvestitionen der Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds, für die er ernannt wurde. Der Anlageverwalter muss die Anlagepolitik und Anlagegrenzen des Fonds und des jeweiligen Teilfonds beachten.

(2) Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Anlageberater mit der Anlageberatung des Fonds oder verschiedener Teilfonds betrauen. Anlageberatung beinhaltet unter anderem die Abgabe von Empfehlungen in Bezug auf den Erwerb und die Entwicklung von Infrastruktur im Bereich erneuerbarer Energien, deren Betrieb sowie eventuell deren Veräußerung. Die Entscheidung über den Erwerb, die Entwicklung, der Betrieb sowie eine mögliche Veräußerung von Infrastrukturprojekten werden jedoch von dem Verwaltungsrat getroffen, der nicht verpflichtet ist, den Ratschlägen und Empfehlungen der Anlageberater zu folgen.

(3) Die Kündigung des Anlageberatervertrags durch den Verwaltungsrat bedarf der Zustimmung der Aktionärsversammlung, mit der in Artikel 33 (3) beschriebenen Stimmenmehrheit.

(4) Sobald der Initiator oder ein mit ihm Verbundenes Unternehmen nicht mehr als Anlageberater zumindest eines Teilfonds agiert, hat dies den Verlust der Berechtigung des Fonds, den Namen "FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF" zu führen, zur Folge.

Art. 26. Anlageausschuss.

(1) Für einzelne Teilfonds kann ein Anlageausschuss gebildet werden, der entweder rein beratende Funktionen hat oder dem ein Genehmigungsvorbehalt dergestalt eingeräumt wurde, dass bestimmte ihm durch den Verwaltungsrat vorgelegte Entscheidungsvorlagen seiner Genehmigung bedürfen. In diesem Zusammenhang kann ein Katalog genehmigungspflichtiger Entscheidungsvorlagen durch den Verwaltungsrat in Abstimmung mit dem Anlageausschuss erstellt

werden. Dabei sind die gesetzlichen Vorgaben und die in dieser Satzung und im Private Placement Memorandum festgelegte Anlagepolitik sowie Anlagengrenzen und Risikodiversifikationsvorschriften zu beachten.

(2) Falls ein Anlageausschuss gebildet wird, ist dies für den jeweiligen Teilfonds in Anhang I des Private Placement Memorandums vorgesehen. Einzelheiten in Bezug auf den Anlageausschuss, dessen Zusammensetzung, Befugnisse sowie dessen Funktionsweise werden im Anhang I des Private Placement Memorandums und in einer gegebenenfalls vom Anlageausschuss festgesetzten Geschäftsordnung festgelegt.

Art. 27. Kosten und Gebühren.

(1) Zu den Kosten des Fonds zählen:

(i) Alle Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit dem Erwerb, der Miete, der Erschließung, dem Bau, der Verwaltung (inklusive der nicht umlagefähigen Kosten für die Verwaltung der Anlagen der Teilfonds und anderer nicht umlagefähiger Nebenkosten), der Restrukturierung und der Veräußerung von Anlagen der Teilfonds, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird, einschließlich von Rechts-, Steuer- und anderweitiger Beratungsgebühren;

(ii) alle Kosten und Auslagen für die Finanzierung und Refinanzierung für den Fonds, die Tochtergesellschaften, die Co-Investments und der Anlagen der Teilfonds (einschließlich Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten), ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion erfolgreich abgeschlossen wird;

(iii) alle Kosten und Auslagen im Zusammenhang mit der Identifizierung und der due diligence potentieller Investments, ungeachtet dessen, ob eine derartige Transaktion genehmigt oder erfolgreich abgeschlossen wird;

(iv) marktübliche Gebühren, Courtagen und Honorare (insbesondere Ankaufsgebühren, Verkaufsgebühren, Performance Fees und Erfolgsgebühren für die Verlängerung, Nachverhandlung und den Neuabschluss von Miet-/Pachtverträgen, jeweils einschließlich damit verbundener Marketingkosten), die an Dritte (insbesondere an Immobilienmakler, Marketingagenturen usw.) gezahlt werden und dem Fonds zusätzlich zu den an den Anlageverwalter/Anlageberater zu zahlende Gebühren berechnet werden; soweit diese Gebühren im Zusammenhang mit dem An- und Verkauf und/oder der Miete von Anlagen der Teilfonds anfallen;

(v) direkt zuzuordnende Kosten aus der Verwaltung der Teilfonds (einschließlich Rechts-, Steuer- und anderweitiger Beratungsgebühren);

(vi) etwaige Kosten für das Risikomanagement zur Risikomessung und -überwachung des jeweiligen Teilfondsvermögens;

(vii) anteilige externe Kosten der Erstellung und Prüfung des Jahresabschlusses des Fonds;

(viii) die Kosten der Erstellung und Veränderung der Verkaufsunterlagen, der Satzung und von Verträgen im Zusammenhang mit dem Fonds;

(ix) die Kosten des Geldverkehrs;

(x) Kosten, die im Zusammenhang mit der Führung des Aktienregisters entstehen (z.B. Portoauslagen);

(xi) Kosten des Fonds im Zusammenhang mit Ausschüttungen;

(xii) Gebühren der Depotbank sowie der Zentralverwaltung;

(xiii) Kosten, die im Zusammenhang mit der Bewertung des jeweiligen Teilfondsvermögens entstehen;

(xiv) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen für die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in Rechnung gestellt werden, sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Teilfonds anfallen;

(xv) die Transaktionskosten der Ausgabe und gegebenenfalls Rücknahme von Aktien;

(xvi) Steuern, die auf das jeweilige Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden und Abgaben jeglicher Art des Fonds, einschließlich etwaiger Umsatzsteuer auf Zahlungen an die Anlageberater sowie die Angaben an die Aufsichtsbehörden;

(xvii) Kosten für Rechts- und Steuerberatung und Buchhaltung, die dem Fonds entstehen sowie die angemessenen Kosten für den oder die unabhängigen Bewerter, Sachverständige, sonstige Berater und Fachleute;

(xviii) Kosten des Wirtschaftsprüfers;

(xix) Kosten für die Erstellung, Vorbereitung, Hinterlegung, Veröffentlichung, den Druck, den Vertrieb und den Versand sämtlicher Dokumente in allen notwendigen Sprachen für den jeweiligen Teilfonds, insbesondere des Private Placement Memorandums, der Satzung, der Jahres- oder sonstigen Berichte, der Vermögensaufstellungen, der Mitteilungen an die Aktionäre, der Einberufungen, der Vertriebsanzeigen beziehungsweise Anträge auf Bewilligung in den Ländern, in denen die Aktien des jeweiligen Teilfonds vertrieben werden sollen, die Korrespondenz mit den betroffenen Aufsichtsbehörden sowie sonstiger für die Aktionäre bestimmten Veröffentlichungen und sonstiger Pflichtinformationen in den Zeitungen;

(xx) alle regelmäßig anfallenden Verwaltungskosten des Fonds, insbesondere die Kosten für die Einberufung und Durchführung der Aktionärsversammlungen und Sitzungen des Verwaltungsrats, des Anlageausschusses, anderer Gremien des Fonds, Gebühren, die für Versicherungen der Verwaltungsratsmitglieder des Fonds beziehungsweise der Tochtergesellschaften gezahlt werden sowie andere Personalkosten; eine etwaige Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrates, des Anlageausschusses sowie anderer Gremien des Fonds, einschließlich der Reisekosten eines Verwaltungsratsmitgliedes

beziehungsweise dessen Vertreter, für Reisen zwecks Überwachung der Verwalter der Beteiligungsgesellschaften, in die ein Teilfonds investiert hat, angemessener Spesen und etwaiger Sitzungsgelder;

(xxi) die Auslagen für Barmittelverwaltung sowie Werbungs- und Versicherungskosten, Zinsen, Bankgebühren, Devisenumtauschkosten und Porto-, Telefon-, Fax-, und Telexgebühren und gegebenenfalls Mietkosten von Büroflächen;

(xxii) die Verwaltungsgebühren, die für den jeweiligen Teilfonds bei sämtlichen betroffenen Behörden zu entrichten sind, insbesondere die Verwaltungsgebühren der CSSF und anderer Aufsichtsbehörden sowie die Gebühren für die Hinterlegung der Dokumente des jeweiligen Teilfonds;

(xxiii) Kosten im Zusammenhang mit einer etwaigen Börsenzulassung;

(xxiv) Kosten die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Aktien anfallen, einschließlich eventueller Lizenzgebühren;

(xxv) Vergütungen, Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen und Repräsentanten sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;

(xxvi) weitere Kosten der Verwaltung einschließlich der Kosten der Interessenverbände sowie Provisionen und Gebühren an Dritte, an die Aufgaben der laufenden Verwaltung delegiert werden;

(xxvii) etwaige Kosten für die Beurteilung des jeweiligen Teilfonds durch national und international anerkannte Rating-Agenturen;

(xxviii) vom Fonds beziehungsweise dessen Teilfonds zu tragende Finanzierungskosten (inklusive Zinsen, Bereitstellungsprovision, Beratungskosten der finanzierenden Bank, Kosten für die Bestellung von Kreditsicherheiten);

(xxix) Kosten für die Auflage des jeweiligen Teilfonds beziehungsweise der jeweiligen Aktienklassen; und

(xxx) alle anderen Gebühren, Kosten und Aufwendungen in Verbindung mit dem Betrieb und der Verwaltung des Teilfonds.

(2) Die oben aufgeführten Vergütungen und Gebühren kann der Fonds auch für die direkten oder indirekten Beteiligungen (Tochtergesellschaften und Co-Investments) endgültig oder teilweise tragen.

Art. 28. Interessenkonflikte.

(1) Kein Vertrag und kein Vergleich, den der Fonds mit einer anderen Gesellschaft schließt, wird allein durch die Tatsache in seiner Gültigkeit beeinträchtigt, dass ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer oder Bevollmächtigte des Fonds irgendwelche Interessen an dieser anderen Gesellschaft haben.

(2) Ein Verwaltungsratsmitglied, ein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter des Fonds, der Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, Bevollmächtigter oder Angestellter einer anderen Gesellschaft ist, mit der der Fonds einen Vertrag schließt oder in einer anderen Weise in geschäftlichen Beziehungen tritt, verliert nicht dadurch das Recht in Angelegenheiten zu beraten, abzustimmen und zu handeln, die mit einem solchen Vertrag oder solchen Geschäften in Zusammenhang stehen.

(3) Eventuelle Interessenkonflikte eines Anlageverwalters, eines Anlageberaters, eines Aktionärs oder eines Verwaltungsratsmitglieds sind dem Verwaltungsrat jederzeit und vollständig offen zu legen.

(4) Anlageverwalter, Anlageberater, Verwaltungsratsmitglieder und Aktionäre haben insbesondere Interessenkonflikte im Zusammenhang mit der Vermögensanlage offen zu legen, bevor eine Beschlussfassung in dieser Frage erfolgt. Ein Interessenkonflikt im Zusammenhang mit der Vermögensanlage liegt insbesondere vor, wenn dem Fonds oder einem Teilfonds entweder direkt oder indirekt über eine oder mehrere Tochtergesellschaft(en), ein Angebot zu dem Erwerb, der Miete oder dem Verkauf von Anlagen der Teilfonds (einschließlich Anteilen an Gesellschaften oder Fonds) unterbreitet wird und der Anlageverwalter, der Anlageberater, ein Verwaltungsratsmitglied ein Aktionär oder ein Verbundenes Unternehmen:

(a) die Anlage im Vermögen hält;

(b) Anteile an der Gesellschaft hält oder diese finanziert;

(c) Verwaltung, Beratung oder Promotertätigkeit im Zusammenhang mit der Anlage, der Gesellschaft oder dem Fonds ausübt;

(d) ebenfalls ein direktes oder indirektes Investment in das Objekt, auf das sich das Angebot bezieht, oder ein entsprechendes Objekt in unmittelbarer Nähe in Erwägung zieht; oder

(e) Partei eines Mietverhältnisses in Bezug auf das Objekt ist, auf das sich das Angebot bezieht.

(5) Im Falle eines Interessenkonflikts eines Aktionärs ruht insoweit das Stimmrecht des Mitglieds des Anlageausschusses, das von diesem Aktionär ernannt wurde.

(6) Die Aktionäre haben das Recht, mit einfacher Mehrheit der ausgegebenen Aktie eine unabhängige Prüfung der Bücher des Fonds beziehungsweise des jeweiligen Teilfonds durch einen von ihnen zu benennenden Wirtschaftsprüfer zu verlangen, um überprüfen zu lassen, ob ein Interessenkonflikt besteht.

Art. 29. Freistellung und Entschädigung.

(1) Der Fonds wird die Verwaltungsratsmitglieder, die Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter sowie Mitglieder des Anlageausschusses von jeder Haftung, Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten aus dem Vermögen des Fonds oder des jeweiligen Teilfonds freistellen beziehungsweise entschädigen, denen sie infolge ihrer Eigenschaft als

Verwaltungsratsmitglied, Geschäftsführer, leitender Angestellter oder Mitarbeiter oder als Mitglied des Anlageausschusses oder infolge einer von ihnen im Zusammenhang mit dem Fonds vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch grobe Fahrlässigkeit, Betrug oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde.

(2) Die Haftungsfreistellung und Entschädigung des Anlageberaters oder Anlageverwalters bestimmt sich nach den Vorschriften der einschlägigen Verträge.

Art. 30. Wirtschaftsprüfer.

(1) Die im Jahresbericht des Fonds enthaltenen Daten werden von einem oder mehreren Wirtschaftsprüfern, die als "réviseurs d'entreprises agréé" qualifiziert sind und von der Aktionärsversammlung beauftragt und von dem Fonds vergütet werden, überprüft.

(2) Die Wirtschaftsprüfer erfüllen alle Pflichten, die das Gesetz von 2007 vorschreibt.

Kapitel IV. Aktionärsversammlungen - Geschäftsjahr - Ausschüttungen

Art. 31. Vertretung. Die ordnungsgemäß einberufene Aktionärsversammlung vertritt die Gesamtheit der Aktionäre. Ihre Beschlüsse sind für alle Aktionäre verbindlich. Sie hat die gesetzlichen Befugnisse zur Anordnung, Durchführung und Genehmigung aller mit der Tätigkeit des Fonds zusammenhängenden Handlungen soweit sie nicht in dieser Satzung oder von Gesetzes wegen dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

Art. 32. Aktionärsversammlungen.

(1) Die Aktionärsversammlung wird vom Verwaltungsrat einberufen. Sie wird auch auf Antrag von Aktionären, die mindestens ein Zehntel des Aktienkapitals halten, einberufen.

(2) Die ordentliche Aktionärsversammlung findet nach den Bestimmungen des luxemburgischen Rechts jährlich am 2. Dienstag im Mai um 10.00 Uhr MEZ an einem in der Einladung zur Aktionärsversammlung anzugebenden Ort statt. Sollte dieser Tag kein Bankarbeitstag sein, ist die ordentliche Aktionärsversammlung zur gleichen Uhrzeit am nächstfolgenden Bankarbeitstag abzuhalten.

(3) Außerordentliche Aktionärsversammlungen können an den in den jeweiligen Einberufungsmittelungen genannten Orten und Zeiten abgehalten werden.

(4) Aktionäre können persönlich an der Aktionärsversammlung teilnehmen oder einen bevollmächtigten Vertreter entsenden. Beschlüsse der Aktionäre können nur auf einer Aktionärsversammlung gefasst werden.

(5) Der Verwaltungsrat lädt die Aktionäre unter Mitteilung der Tagesordnung mindestens 8 (acht) Bankarbeitstage vor der Aktionärsversammlung ein. Die Einladung wird per Brief an die im Aktienregister eingetragenen Adressen der im Aktienregister eingetragenen Aktionäre versandt oder an andere von den Aktionären angegebene Adressen. Die Aufstellung der Tagesordnung erfolgt grundsätzlich durch den Verwaltungsrat, es sei denn die Aktionärsversammlung wird durch schriftlichen Antrag der Aktionäre einberufen. In diesen Fällen kann der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung aufstellen.

(6) Die Einladung zur Aktionärsversammlung wird zudem, falls gesetzlich vorgeschrieben, im Mémorial, in einer beziehungsweise in mehreren luxemburgischen Tageszeitungen und in anderen, vom Verwaltungsrat ausgewählten Tageszeitungen veröffentlicht.

(7) Die Aktionärsversammlung kann ohne eine förmliche Einladung stattfinden, wenn alle Aktionäre anwesend beziehungsweise ordnungsgemäß vertreten sind und sich als ordnungsgemäß versammelt und über die Tagesordnung informiert erklären.

(8) Auf einer Aktionärsversammlung dürfen nur die in der Tagesordnung enthaltenen Tagesordnungspunkte (die alle gesetzlich vorgeschriebenen Angelegenheiten einschließen müssen) und damit zusammenhängende Angelegenheiten behandelt werden.

(9) Der Verwaltungsrat kann Bedingungen festlegen, die die Aktionäre erfüllen müssen, um zur Aktionärsversammlung zugelassen zu werden. Weiterhin gelten alle anwendbaren Regeln des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften (das "Gesetz von 1915").

(10) Die Aktionäre einer Aktienklasse eines Teilfonds können jederzeit zu einer Aktionärsversammlung einberufen werden, um über Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich diese Aktienklasse dieses Teilfonds betreffen. Zudem können Aktionäre einer Aktienklasse jederzeit eine Aktionärsversammlung einberufen, um über Angelegenheiten zu entscheiden, die ausschließlich diese Aktienklasse betreffen. Es gelten die Bestimmungen dieser Satzung sowie des Gesetzes von 1915.

(11) Aktionäre, die Aktien an einem Teilfonds halten, können jederzeit Aktionärsversammlungen zur Regelung von ausschließlich diesen Teilfonds betreffenden Angelegenheiten abhalten.

Art. 33. Mehrheitserfordernisse.

(1) Jede Aktie eines Teilfonds gewährt im Einklang mit Luxemburger Recht und dieser Satzung eine Stimme. Ein Aktionär kann auf jeder Aktionärsversammlung handeln, indem er einer anderen Person, die kein Aktionär sein muss, aber Verwaltungsratsmitglied des Fonds sein kann, eine schriftliche Stimmrechtsvollmacht erteilt.

(2) Beschlüsse der Aktionärsversammlung werden, soweit dies nicht anderweitig gesetzlich oder in dieser Satzung vorgeschrieben ist, mit einem Quorum von fünfzig Prozent (50%) der ausgegebenen Aktien und mit einfacher Mehrheit der anwesenden und der ordnungsgemäß vertretenen Aktien gefasst.

(3) Beschlüsse der Aktionärsversammlung über die Erteilung der Zustimmung zu der Kündigung des Anlageberatungsvertrags durch den Fonds bedürfen der Einstimmigkeit.

Art. 34. Geschäftsjahr.

(1) Das Geschäftsjahr des Fonds endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

(2) Die Abschlüsse des Fonds sind in Euro ausgewiesen und der Jahresbericht wird auf Grundlage der allgemein anerkannten Grundsätze der Rechnungslegung in Luxemburg auf konsolidierter Basis unter Einbeziehung der direkten oder indirekten Tochtergesellschaften aufgestellt.

Art. 35. Ertragsverwendung.

(1) Ausschüttungen werden durch die Aktionärsversammlung des jeweiligen Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrats und im gesetzlich vorgegebenen Umfang beschlossen.

(2) Der Verwaltungsrat kann im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen Zwischenausschüttungen vornehmen.

(3) Ausschüttungen können entweder in bar aus dem Teilfondsvermögen gezahlt werden und/oder - das Einverständnis der Aktionäre vorausgesetzt - als Sachausschüttung.

(4) Ausschüttungen an Aktionäre werden auf das angegebene Konto gezahlt. Die Ausschüttungen erfolgen zu einem vom Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt in Euro. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von 5 (fünf) Jahren nach ihrem Beschluss in Anspruch genommen wurde, verfällt und steht dem jeweiligen Teilfonds zu.

(5) Auf Ausschüttungen, die von dem Fonds beschlossen und von ihm zur Verwendung durch den Begünstigten verwahrt werden, werden keine Zinsen gezahlt.

(6) Der Fonds darf keine Ausschüttungen vornehmen, soweit durch diese Ausschüttung die Auszahlung von möglicherweise entstehenden Ansprüchen des Anlageberaters nach Kündigung des Anlageberatervertrags gefährdet würde.

Kapitel V. Schlussbestimmungen

Art. 36 Depotbank.

(1) Der Fonds wird im gesetzlich vorgeschriebenen Umfang einen Depotbankvertrag mit einer gemäß dem Gesetz über den Finanzsektor vom 5. April 1993 zum Betreiben von Bankgeschäften zugelassenen Bank abschließen.

(2) Die Depotbank hat ihren Pflichten und Verantwortlichkeiten gemäß dem Gesetz von 2007 nachzukommen.

(3) Falls die Depotbank von ihren Aufgaben entbunden werden möchte, wird sich der Verwaltungsrat nach besten Kräften bemühen, innerhalb von neunzig (90) Tagen nach Wirksamkeit dieses Ausscheidens eine andere Bank als Nachfolgerin zu finden. Die Verwaltungsratsmitglieder können die Bestellung der Depotbank beenden, aber die Depotbank erst abberufen, nachdem eine andere Bank als deren Nachfolgerin ernannt wurde, die fortan die Aufgaben als Depotbank erfüllen soll.

Art. 37. Auflösung des Fonds.

(1) Der Fonds kann jederzeit durch einstimmigen Beschluss aller im Umlauf befindlichen Aktien aufgelöst werden.

(2) Sollte der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals von einer Million zweihundertfünzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), fallen, so hat der Verwaltungsrat der Aktionärsversammlung die Entscheidung über die Beendigung des Fonds vorzulegen. Die Aktionärsversammlung, auf der keine Beschlussfähigkeit erforderlich ist, entscheidet mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen. Fällt der Nettoinventarwert unter ein Viertel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestkapitals, d.h. eine Million zweihundertfünzigtausend Euro (EUR 1.250.000,-), so genügt zur Beendigung des Fonds ein Viertel der Stimmen der auf der Aktionärsversammlung abgegebenen Stimmen, ohne dass eine Beschlussfähigkeit der Aktionärsversammlung notwendig ist. Die Aktionärsversammlung muss so einberufen werden, dass sie innerhalb einer Frist von 40 (vierzig) Bankarbeitstagen nach der Feststellung, dass der Nettoinventarwert unter zwei Drittel des gesetzlich vorgeschriebenen Mindestvermögens gefallen ist, abgehalten wird.

(3) Die Ausgabe neuer Aktien durch den Fonds wird am Tag der Veröffentlichung der Einberufung zur Aktionärsversammlung, an der die Auflösung und die Liquidierung des Fonds vorgeschlagen werden wird, eingestellt.

(4) In diesem Fall werden ein oder mehrere Liquidatoren von der Aktionärsversammlung ernannt, um unter der Aufsicht der relevanten überwachenden Behörde die Vermögenswerte des Fonds in den besten Interessen der Aktionäre zu veräußern.

(5) Der Liquidationserlös des Fonds wird von den Liquidatoren netto abzüglich aller Liquidationsausgaben, an die Aktionäre (der jeweiligen Klasse) in Übereinstimmung mit ihren jeweiligen Rechten in liquiden Mitteln und/oder als Sachausschüttung, verteilt. Beträge, die bis zum Ende des Liquidationsverfahrens nicht von den Aktionären eingefordert werden, werden innerhalb von neun (9) Monaten ab dem Datum des Beschlusses zur Liquidation des Fonds bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Falls eine Verteilung innerhalb dieser Frist nicht möglich ist, muss eine Verlängerung der Frist bei der CSSF beantragt werden. Beträge, die bis zum Ende des Liquidationsverfahrens nicht von den

Aktionären eingefordert wurden, werden bis zum Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Art. 38. Teilung und Verschmelzung einzelner Teilfonds.

(1) Der Verwaltungsrat kann jederzeit die Auflösung, Teilung und/oder Verschmelzung von Teilfonds beschließen. Im Fall der Auflösung eines Teilfonds kann der Verwaltungsrat den Aktionären dieses Teilfonds die Umwandlung ihrer Aktien in Aktien eines anderen Teilfonds und gegebenenfalls Klasse zu vom Verwaltungsrat festgelegten Bedingungen vorschlagen. Im Falle der Verschmelzung von Teilfonds bedarf es, soweit im entsprechenden Anhang zum Private Placement Memorandum nichts Abweichendes geregelt ist, der Zustimmung der Aktionärsversammlung. Für die entsprechenden Beschlüsse der Aktionärsversammlung gilt vorbehaltlich Artikel 40 dieser Satzung kein Quorum. Die Beschlüsse werden mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst.

(2) Nimmt der Wert des Nettovermögens eines Teilfonds oder einer Aktienklasse, gleich aus welchem Grund, in einem Maße ab, das von Zeit zu Zeit vom Verwaltungsrat bestimmt wird, so dass eine wirtschaftlich effiziente Verwaltung des/der betroffenen Teilfonds/Aktienklasse nicht mehr möglich ist, oder wenn eine Änderung der wirtschaftlichen oder politischen Situation materiell ungünstige Folgen auf die Anlagen eines Teilfonds haben könnte, kann der Verwaltungsrat zu jeder Zeit die zwangsweise Einziehung sämtlicher Aktien der betreffenden Teilfonds/ Aktienklassen zum jeweiligen Nettovermögenswert je Aktie beschließen.

(3) Vor dem Tag des Inkrafttretens der zwangsweisen Einziehung beziehungsweise Rücknahme benachrichtigt der Fonds die betroffenen Aktionäre und gibt die Gründe und das Verfahren der zwangsweisen Einziehung an. Die im Aktienregister eingetragenen Aktionäre werden per Einschreiben benachrichtigt. Aktionäre der betroffenen Teilfonds können bis zu dem Tag, an dem der zwangsweise Einziehung wirksam wird, Rücknahme- oder Umtauschanträge kostenlos stellen, wobei die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Aktien in Betracht gezogen werden, es sei denn es dies widerspricht dem Interesse der übrigen Aktionäre.

(4) Zudem kann die Aktionärsversammlung einer oder sämtlicher Aktienklassen eines Teilfonds auf Vorschlag des Verwaltungsrates beschließen, alle Aktien zum Nettovermögenswert je Aktie zurückzunehmen beziehungsweise einzuziehen. Hierbei werden die eigentlichen Veräußerungspreise und -ausgaben der Vermögenswerte berücksichtigt, und auf den Bewertungstag berechnet, an dem der entsprechende Beschluss wirksam wird. Für derartige Aktionärsversammlungen gilt kein Quorum. Diese Beschlüsse können mit einfacher Mehrheit der an dieser Versammlung anwesenden oder vertretenen Aktien gefasst werden.

(5) Vermögenswerte, die nach der Durchführung der Rücknahme beziehungsweise Einziehung nicht an die Investoren ausgeschüttet werden können, werden für 9 (neun) Monate bei der Depotbank hinterlegt. Nach diesem Zeitraum werden die Vermögenswerte bei der Caisse de Consignations im Namen der Investoren hinterlegt.

(6) Alle zurückbezahlten Aktien werden in den Büchern des Fonds annulliert.

(7) Unter den in Absatz zwei dieses Artikels 38 beschriebenen Voraussetzungen kann der Verwaltungsrat beschließen, die Vermögenswerte des zu liquidierenden Teilfonds einem anderen Teilfonds des Fonds, oder einem anderen Spezialisierten Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 ("Neuer Teilfonds") zuzuteilen. Gegebenenfalls können auch die betroffenen Aktienklassen neu bezeichnet werden (gegebenenfalls nach einer Teilung oder Konsolidierung, und der Auszahlung eines Betrages, der dem Anspruch auf Bruchteile der Aktionäre entspricht). Die Entscheidung muss einen Monat vor dem Tag, an dem die Verschmelzung wirksam wird, wie oben beschrieben veröffentlicht werden. Darüber hinaus muss die Veröffentlichung Informationen in Bezug auf den Neuen Teilfonds enthalten. Hierdurch wird den Aktionären ermöglicht, während dieses Monats kostenlos die Rücknahme beziehungsweise Einziehung oder den Umtausch ihrer Aktien zu beantragen.

(8) Wenn folgende Voraussetzungen erfüllt sind, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden, einen Teilfonds in mehrere Teilfonds aufzuteilen oder einen Teilfonds mit einem anderen Teilfonds zu verschmelzen:

(i) wenn der Nettoinventarwert des betreffenden Teilfonds unter einen gewissen Betrag fällt, der vom Verwaltungsrat als angemessen angesehen wird, um diesen Teilfonds in ökonomisch sinnvoller Weise verwalten zu können, und/oder

(ii) bei Änderungen im ökonomischen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds.

(9) Bei Änderungen im ökonomischen und/oder politischen Umfeld des Teilfonds, kann der Verwaltungsrat unter Berücksichtigung des Grundsatzes der Gleichbehandlung der Aktionäre entscheiden eine Aktienklasse dieses Teilfonds mit einer anderen Aktienklasse des entsprechenden Teilfonds zu verschmelzen oder eine Aktienklasse des Teilfonds in mehrere Aktienklassen aufzuteilen.

(10) Die Entscheidung zu einer Aufteilung eines Teilfonds oder einer Aktienklasse muss einen Monat vor dem Tag, an dem die Aufteilung wirksam wird, wie oben beschrieben veröffentlicht werden. Darüber hinaus muss die Veröffentlichung Informationen in Bezug auf den neuen Teilfonds enthalten. Hierdurch wird den Aktionären ermöglicht, während dieses Monats kostenlos die Rücknahme beziehungsweise Einziehung oder den Umtausch ihrer Aktien zu beantragen.

(11) In jedem Fall kann die Aktionärsversammlung aller Aktienklassen eines bestimmten Teilfonds eine Verschmelzung oder eine Teilung der betreffenden Teilfonds, sowie eine Verschmelzung oder eine Teilung einer Aktienklasse beschließen. In diesem Fall gilt kein Quorum. Der Beschluss kann mit der einfachen Mehrheit der anwesenden und der vertretenen Aktien gefasst werden.

(12) Ein Beschluss, die Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen einzubringen, wie in den vorausgehenden Absätzen beschrieben, oder in einen anderen Teilfonds innerhalb eines solchen Organismus für gemeinsame Anlagen kann grundsätzlich nur mit einem Quorum von 50% (fünfzig Prozent) der ausgegebenen Aktien und mit einer Zweidrittelmehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktien des betroffenen Teilfonds gefasst werden. Wird der Teilfonds mit einem Luxemburger Organismus für gemeinsame Anlagen auf vertraglicher Basis („fonds commun de placement“) oder einem im Ausland angesiedelten Organismus für gemeinsame Anlagen verschmolzen, ist der Beschluss nur für diejenigen Aktionäre bindend, die für eine solche Verschmelzung gestimmt haben.

Art. 39. Liquidation eines Teilfonds.

(1) Die Liquidation eines Teilfonds wird von einem oder mehreren Liquidatoren vorgenommen, bei denen es sich um natürliche oder juristische Personen handeln kann, die von der CSSF genehmigt werden müssen. Die Aktionärsversammlung des jeweiligen Teilfonds bestellt die Liquidatoren und legt ihre Kompetenzen und Vergütung fest.

(2) Das Vermögen des jeweiligen Teilfonds wird bei Beendigung des Teilfonds ordnungsgemäß liquidiert. Alle Nettoerlöse aus der Liquidation der Vermögenswerte werden bar ausgezahlt und im Verhältnis zu den gehaltenen Aktien verteilt.

(3) Beträge, die bis zum Ende des Liquidationsverfahrens nicht von den Aktionären eingefordert werden, werden innerhalb von neun (9) Monaten ab dem Datum des Beschlusses zur Liquidation des Teilfonds bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt. Falls eine Verteilung innerhalb dieser Frist nicht möglich ist, muss eine Verlängerung der Frist bei der CSSF beantragt werden. Beträge, die bis zum Ende des Liquidationsverfahrens nicht von den Aktionären eingefordert wurden, werden bis zum Ablauf der gesetzlichen Verjährungsfrist entsprechend den Bestimmungen des Luxemburger Rechts bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt.

Art. 40. Änderungen der Satzung. Diese Satzung kann nur durch die Aktionärsversammlung unter Einhaltung der Vorschriften des Gesetzes von 1915 und/oder des Gesetzes von 2007 bezüglich Beschlussfähigkeit und Mehrheitserfordernisse geändert oder ergänzt werden. Alle Artikel, die besondere Mehrheitsanforderungen enthalten, können nur mit der entsprechenden Mehrheit geändert werden.

Art. 41. Massgebliches Recht. Alle nicht in dieser Satzung geregelten Angelegenheiten werden im Einklang mit dem Gesetz von 1915 und dem Gesetz von 2007 entschieden.

Übergangsbestimmungen

(1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag des Fonds und endet am 31. Dezember 2010.

(2) Die erste Aktionärsversammlung wird im Jahr 2011 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Anfangskapital des Fonds beträgt einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-), voll eingezahlt und eingeteilt in einunddreißigtausend (31.000) Aktien ohne Nennwert des Teilfonds FP Lux Investments S.A. SICAV-SIF - Solar Infrastructure I. Das gesamte Anfangskapital wird von der First Private Investment Management KAG mbh, Frankfurt am Main, Deutschland, gezeichnet.

Alle Aktien wurden vollständig in bar eingezahlt, so dass die Summe von einunddreißigtausend Euro (EUR 31.000,-) dem Fonds ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Notargebühren

Die vom Fonds zu tragenden Notargebühren werden mit sechstausend Euro veranschlagt.

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Gründungsversammlung des Fonds

Oben angeführte Person, die das gesamte gezeichnete Anfangskapital vertritt, hat unverzüglich eine Aktionärsversammlung, zu der sie sich als rechtens einberufen bekennt, abgehalten und folgende Beschlüsse gefasst:

(I) Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf fünf (5) festgesetzt:

(II) Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

a. Herr Ulrich L. Binninger, geboren am 30. August 1966 in Trier, Deutschland und mit beruflicher Anschrift in 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

b. Herr Tobias Klein, geboren am 10. Mai 1965 und mit beruflicher Anschrift in 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

c. Herr Martin Brückner, geboren am 5. April 1974 in Lich und mit beruflicher Anschrift in 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg;

d. Herr Michael Schröder-Castendyck, geboren am 30. Oktober 1950 in Hamburg und mit beruflicher Anschrift in 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg; und

e. Herr Alan Dundon, geboren am 18. April 1966 in Dublin, Irland, und mit beruflicher Anschrift in 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Abweichend von Artikel 20 der Satzung ernennt die Aktionärsversammlung Herrn Ulrich L. Binnerger zum ersten Verwaltungsratsvorsitzenden.

Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der ordentlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2016.

(III) Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

„PricewaterhouseCoopers S.à r.l.“ réviseur d’entreprises agréé, mit Sitz in 400, route d’Esch, L-1471 Luxemburg (R.C.S. Luxemburg, Sektion B Nummer 65.477).

Das Mandat des Wirtschaftsprüfers endet mit der jährlichen Aktionärsversammlung des Jahres 2011.

(IV) Sitz des Fonds ist 3, rue Goethe, L-1637 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg am Datum wie eingangs erwähnt.

Der Erschienene, der dem unterzeichneten Notar nach Namen, Zivilstand und Wohnort bekannt ist, hat nach Vorlesung und Erklärung des Vorstehenden diese Urkunde vor dem Notar unterschrieben.

Gezeichnet: C. LENNIG, J.-J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 6. April 2010. Relation: EAC/2010/3961. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75,- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2010040028/1077.

(100049892) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 avril 2010.

Luxicon S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 135.549.

Im Jahre zwei tausend neun.

Den zwölften November.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitz in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

SIND ERSCHIENEN:

1.- Herr Patrik HONEGR, Mediengestalter, wohnhaft in D-54290 Trier, Weberbach 53.

2.- Frau Christina GEIGER, Reiseverkehrskauffrau, wohnhaft in D-54290 Trier, Weberbach 53.

Welche Komparenten erklärten dass sie die alleinigen Anteilhaber der Gesellschaft mit beschränkter Haftung LUXICON S.à r.l. sind, mit Sitz in L-6778 Grevenmacher, 5, rue Schaffmill, eingetragen beim Handels- und Gesellschaftsregister in Luxemburg, unter der Nummer B 135.549 (NIN 2008 2400 568).

Besagte Gesellschaft wurde gegründet zufolge Urkunde aufgenommen durch den amtierenden Notar am 2. Januar 2008, veröffentlicht im Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations Nummer 422 vom 19. Februar 2008.

Das Gesellschaftskapital beträgt zwölf tausend fünf hundert Euro (€ 12.500.-) und ist eingeteilt in ein hundert (100) Anteile mit einem Nominalwert von je ein hundert fünfundzwanzig Euro (€ 125.-), welche wie folgt zugeteilt sind:

1.- Herr Patrick HONEGR, vorgeannt, zweiundfünfzig Anteile	52
2.- Frau Christina GEIGER, vorgeannt, achtundvierzig Anteile	48
Total: ein hundert Anteile	100

Alsdann ersuchten die Komparenten den amtierenden Notar Nachstehendes zu beurkunden wie folgt:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter beschlossen den Sitz der Gesellschaft von Grevenmacher nach Wasserbillig zu verlegen, und demgemäß den ersten Absatz von Artikel 3 der Statuten wie folgt abzuändern:

Art. 3 (Absatz 1). Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Wasserbillig.

Zweiter Beschluss

Die Gesellschafter legen die genaue Anschrift der Gesellschaft wie folgt fest: L-6633 Wasserbillig, 74, route de Luxembourg.

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen in Echternach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben dieselben mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: P. HONEGR, C. GEIGER, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 13 novembre 2009. Relation: ECH/2009/1660. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Echternach, den 17. November 2009.

H. BECK.

Référence de publication: 2009147450/40.

(090178668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 novembre 2009.

Orion Immobilién Christine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 111.592.

In the year two thousand and ten,

on the ninth day of the month of February.

Before Us, Maître Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg, who will remain depositary of the present original deed,

there appeared:

"ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l.", a société à responsabilité limitée governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of one million thirteen thousand euro (EUR 1,013,000.-) and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 101499 (the "Shareholder"),

here represented by Me Jennifer FERRAND, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 28 January 2010, such proxy, after been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for registration purposes..

The Shareholder has requested the undersigned notary to record that the Shareholder is the sole shareholder of "ORION IMMOBILIEN CHRISTINE S.à r.l.", a société à responsabilité limitée governed by the laws of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-), with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated formerly under the name "ORION EUROPEAN 4 INVESTMENTS S.à r.l." following a deed of notary Jean-Joseph WAGNER dated 31 October 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 291 of 9 February 2006 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 111592 (the "Company"). The articles of incorporation of the Company have been amended for the last by a deed of the same notary WAGNER dated 8 March 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1169 dated 16 June 2006.

The Shareholder, represented as above mentioned, having recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1 To increase the corporate capital of the Company by an amount of seven thousand eight hundred Euro (EUR 7,800.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to twenty thousand three hundred Euro (EUR 20,300.-).

2 To issue three hundred twelve (312) new shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share, together with share premium, having the same rights and privileges as the existing shares.

3 To accept subscription for these new shares by ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l. and to accept payment in full for such new shares by a contribution in kind.

4 To amend article 5 of the articles of incorporation of the Company, in order to reflect the above resolutions.

5 Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholder resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of seven thousand eight hundred Euro (EUR 7,800.-) so as to raise it from its present amount of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) to twenty thousand three hundred Euro (EUR 20,300.-).

Second resolution

The Shareholder resolved to issue three hundred twelve (312) new shares with a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) per share having the same rights and privileges as the existing shares together with a share premium in an amount of seven hundred seventy-four thousand two hundred Euro (EUR 774,200.-).

Subscription - Payment

Thereupon has appeared Me Jennifer FERRAND, prenamed, acting in his capacity as duly authorised attorney-in-fact of "ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l.", prenamed ("Master II"), by virtue of a proxy given in Luxembourg, on 28 January 2010.

Master II declared to subscribe for three hundred twelve (312) new shares having each a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) with payment of a share premium in a total amount of seven hundred seventy-four thousand two hundred Euro (EUR 774,200.-) and to make payment for such new shares and the share premium thereon by a contribution of an unsecured shareholder's claim in an amount of seven hundred eighty-two thousand Euro (EUR 782,000.-).

The amount of seven hundred eighty-two thousand Euro (EUR 782,000.-) is thus as from now at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Master II further stated that the unsecured shareholder's claim is free of any pledge or lien or charge, as applicable, and that there subsist no impediments to the free transferability of such consideration to the Company.

Master II stated together with the Company that they will accomplish all formalities concerning the valid transfer to the Company of the unsecured shareholder's claim.

Thereupon, the Shareholder resolved to accept the said subscription and payment and to allot the three hundred twelve (312) new shares to Master II.

Third resolution

As a result of the above resolutions, the Shareholder resolved to amend article 5 of the articles of incorporation, which will from now on read as follows:

Art. 5. Corporate capital. "The issued share capital of the Company is set at twenty thousand three hundred Euro (EUR 20,300.-) divided into eight hundred twelve (812) shares having a nominal value of twenty-five Euro (EUR 25.-) each."

Expenses

The expenses, costs, fees and charges which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at thousand eight hundred euro.

The undersigned notary who knows English, states herewith that upon request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereas the present deed was drawn up in Luxembourg, on the date named at the beginning of this deed.

The deed having been read to the appearing person, who is known by the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us, notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille dix, le neuf février.

Par-devant Nous, Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg, lequel dernier nommé restera dépositaire de la présente minute,

a comparu:

"ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social d'un million treize mille euros (EUR 1.013.000,-) et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 101499 (l' "Associé"),

représentée aux fins des présentes par Me Jennifer FERRAND, avocat, demeurant à Luxembourg,

aux termes d'une procuration donnée à Luxembourg, le 28 janvier 2010,

laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

L'Associé a requis le notaire soussigné d'acter que l'Associé est le seul et unique associé de "ORION IMMOBILIEN CHRISTINE S.à r.l.", une société à responsabilité limitée régie par le droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 12.500,-, dont le siège social est au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée originellement sous la dénomination de "ORION EUROPEAN 4 INVESTMENTS S.à r.l." suivant acte du notaire Jean-Joseph WAGNER en date du 31 octobre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro

291 du 9 février 2006 et immatriculée auprès Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 111592 (la "Société").

Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par un acte du même notaire WAGNER en date du 8 mars 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1169 du 16 juin 2006.

L'Associé, représenté comme indiqué ci-avant, reconnaissant avoir été dûment et pleinement informé des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1 Augmentation du capital social de la Société à concurrence de sept mille huit cents euros (EUR 7.800,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à vingt mille trois cents euros (EUR 20.300,-).

2 Émission de trois cent douze (312) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ainsi qu'une prime d'émission, ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes.

3 Acceptation de la souscription de ces parts sociales nouvelles par ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l. et acceptation de la libération intégrale de ces parts sociales nouvelles par apport en nature.

4 Modification de l'article 5 des statuts de la Société, afin de refléter les résolutions ci-dessus.

5 Divers.

Première résolution

L'Associé a décidé d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de sept mille huit cents euros (EUR 7.800,-) pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à vingt mille trois cents euros (EUR 20.300,-).

Deuxième résolution

L'Associé a décidé d'émettre trois cent douze (312) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune ayant les mêmes droits et privilèges que les parts sociales existantes ainsi qu'une prime d'émission d'un montant de sept cent soixante-quatorze mille deux cents euros (EUR 774.200,-).

Souscription - Paiement

Ensuite Me Jennifer FERRAND, précité, s'est présenté agissant en sa qualité de mandataire dûment autorisé de "ORION MASTER II LUXEMBOURG S.à r.l.", précitée ("Master II"), en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg, le 28 janvier 2010.

Master II a déclaré souscrire trois cent douze (312) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune avec paiement d'une prime d'émission d'un montant total de sept cent soixante-quatorze mille deux cents euros (EUR 774.200,-) et libérer intégralement ces parts sociales nouvelles ainsi que la prime d'émission par un apport d'une créance d'associé chirographaire d'un montant de sept cent quatre-vingt-deux mille euros (EUR 782.000,-).

Le montant de sept cent quatre-vingt-deux mille euros (EUR 782.000,-) est à partir de maintenant à la disposition de la Société, la preuve ayant été apportée au notaire soussigné.

Master II a déclaré encore que la créance d'associé chirographaire est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction à la cessibilité de la créance d'associé chirographaire.

Master II a déclaré ensemble avec la Société qu'ils accompliront toutes les formalités concernant le transfert à la Société de la créance d'associé chirographaire.

Ensuite, l'Associé a décidé d'accepter ladite souscription et ledit paiement et d'attribuer les trois cent douze (312) parts sociales nouvelles à Master II.

Troisième résolution

En conséquence des résolutions adoptées ci-dessus, l'Associé a décidé de modifier l'article 5 des statuts qui sera dorénavant rédigé comme suit:

Art. 5. Capital social. "Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille trois cents euros (EUR 20.300,-) représenté par huit cent douze (812) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune."

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges quelconques qui incombent à la société des suites de ce document sont estimés mille huit cents euros.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française et qu'à la demande du même comparant et en cas de divergences entre les textes anglais et français, le texte anglais primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: J. FERRAND, C. WERSANDT.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 12 février 2010. Relation: EAC/2010/1782. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2010039221/158.

(100038935) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 mars 2010.

VIP Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 106.397.

Le siège social de la société VIP LUX S.A.R.L a été dénoncé avec effet immédiat au 31 août 2009 par la société ABH Fiduciaire sarl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010037175/10.

(100036097) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

Yam, Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 134.659.

Le siège social de la société YAM SA a été dénoncé avec effet immédiat au 31 août 2009 par la société ABH Fiduciaire sarl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010037176/10.

(100036098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

Timmers-Bernabé, Société en nom collectif.

R.C.S. Luxembourg B 100.086.

Le siège social de la société TIMMERS -BERNABE SOCIETE EN NOM COLLECTIF a été dénoncé avec effet immédiat au 31 août 2009 par la société ABH Fiduciaire sarl.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010037177/10.

(100036099) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

Immobilière de Roost S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 31, rue d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 98.216.

EXTRAIT

Monsieur Marco Rollinger et Monsieur Nico Rollinger ont démissionné comme administrateurs avec effet immédiat. Luxembourg, le 10 mars 2010.

Référence de publication: 2010037218/10.

(100035584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

Hypercenter Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 107.815.

KPMG Fides Peat a démissionné de ses fonctions de commissaire aux comptes avec effet au 12 février 2010.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2010.

Référence de publication: 2010037216/10.

(100035661) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

New Star International Property (Luxembourg One) S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 1, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 126.594.

Le bilan au 31 mars 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2010.

TMF Corporate Services S.A.

Gérant

Signatures

Référence de publication: 2010036811/14.

(100035693) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2010.

D'co S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1741 Luxembourg, 81-83, rue de Hollerich.

R.C.S. Luxembourg B 102.708.

Le bilan au 31 décembre 2009 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11/03/2010.

Signature.

Référence de publication: 2010037694/10.

(100036368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2010.

Society Objects S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 2-4, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 88.968.

Le bilan au 31 décembre 2008 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11.03.10.

Signature.

Référence de publication: 2010037695/10.

(100036534) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2010.

Europa Real Estate II US S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 103.096.

Les comptes annuels au 31 décembre 2008 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2010037710/10.

(100036239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2010.

Société Civile OGM Etoile, Société Civile Immobilière.

Siège social: L-1249 Luxembourg, 15, rue du Fort Bourbon.

R.C.S. Luxembourg E 4.025.

Par la présente, je vous prie de bien vouloir prendre acte de ma démission du poste de gérant avec effet immédiat.

Luxembourg, le 23 février 2010.

Eyal GRUMBERG.

Référence de publication: 2010037430/9.

(100036726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2010.
